

LECTURES

Raymond BOUDON, *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses...* Paris, Fayard, 1990.

Il y a des livres que l'on peut lire : ils sont agréables. Il y en a qu'il faut lire : ils sont instructifs. Il y en a enfin qui doivent être relus : ils obligent à réfléchir.

Celui-ci appartient aux trois catégories. Il est bien écrit, il est clair, chaque chapitre est suivi d'un résumé, il contient un précieux index et, si je m'autorisais à être impertinent, je dirais qu'il est aussi bien fait qu'un ouvrage anglo-saxon. Il analyse tout un ensemble de théories et de modèles, les uns de sociologues, les autres de philosophes et fournit par là toute une série d'informations et de remarques originales. Et surtout, il réfléchit au problème essentiel de la nature de la connaissance.

L'option fondamentale de R. Boudon est claire. Il ne se propose pas de considérer la connaissance et le raisonnement en tant que tels, comme des objets en eux-mêmes, mais en tant qu'ils constituent des connaissances et des raisonnements de sujets sociaux. Cela signifie que, pour lui, le savant n'est pas étranger aux modèles qu'il construit, mais qu'il en est partie prenante et par là, sans sacrifier en rien à une mode, l'auteur se place dans une perspective systémique.

Le « fil rouge » de ce livre est un aspect de ce que l'auteur appelle le « *modèle de Simmel* » (p. 10). Il ne faut évidemment pas prêter à autrui ses propres ignorances, mais je penserais

volontiers que l'originalité de la pensée de Georg Simmel (1858-1918) — dont le premier écrit important date de 1892 et qui n'a été traduit en français qu'en 1984 — n'a pas été jusqu'ici entièrement appréciée. Il a insisté sur ce que la connaissance philosophique résulte d'un processus qui exprime toujours l'être même du philosophe et que, en conséquence, « *on peut se convaincre non seulement d'idées justes, mais aussi [...] d'idées douteuses, fragiles ou fausses* » (p. 9).

Que la chose se produise souvent dans la pensée courante ne saurait faire de doute mais R. Boudon va montrer, de multiples exemples à l'appui, qu'il en va de même pour la pensée méthodique telle qu'elle se pratique dans les sciences de l'homme et en épistémologie.

Peut-on dire pour autant que le chercheur se laisse entraîner par quelque force obscure, que « *les puissances qui nous portent à consentir* » (titre du chapitre 1) sont d'ordre irrationnel ? Tout dépend, il s'agit d'un choix de méthode. En présence en effet d'une conclusion bizarre, deux attitudes sont possibles : ou on considère qu'elle résulte d'un dérapage incontrôlé de la pensée de son auteur et qu'il n'y a rien de plus à expliquer, ou on se donne comme tâche de « *rechercher les bonnes raisons que les sujets peuvent avoir de croire à des idées qui nous apparaissent étranges* » (p. 56). C'est ce que R. Boudon va entreprendre à l'aide du modèle de Simmel.

Pour cela il va développer l'idée de l'intrusion dans le raisonnement de ce que l'on pourrait appeler des prémisses de contrebande, qu'il appelle plutôt des propositions clandestines, c'est-à-dire des « *propositions implicites qui n'apparaissent pas directement dans le champ de notre conscience* » (p. 103).

Dans quelle mesure alors un tel raisonnement est-il non valide ? Cela va dépendre de ce qu'on exige de la validité. En son sens le plus strict, on peut considérer comme valide un raisonnement qui satisfait à deux exigences : *tout* ce qui est utilisé est explicité et les règles logiques sont toujours respectées. Descartes avait déjà remarqué que la seconde condition était presque toujours satisfaite, de sorte que c'est à la première qu'il faut s'attacher. Mais on se heurte ici à une réelle difficulté, en ce sens qu'un enthymème par exemple serait à rejeter, de même que la quasi-totalité des démonstrations mathématiques. C'est pourquoi il me semble judicieux de ne pas « être plus royaliste que le roi » et d'assouplir les exigences de validité à la possibilité de rétablir les prémisses absentes. Il est vrai qu'un programme d'ordinateur ne saurait, sans instructions précises, aller chercher dans l'espace de raisonnement de quoi combler les lacunes, mais R. Boudon se place dans la perspective où un raisonnement est tenu par un sujet pour un autre sujet. C'est cela qui va lui permettre de donner sens à la notion, à première vue pour le moins paradoxale, de « *raisons qui peuvent être à la fois bonnes et objectivement non fondées* » (p. 45). Elles sont bonnes pour le contrebandier, non fondées pour le logicien-gendarme.

Sans entrer dans les détails, je voudrais cependant faire une remarque à propos de la discussion que R. Boudon conduit (chapitre 4) sur le *modus ponens*, le *modus tollens* et l'abduction. Le recours de l'auteur à des citations de K. Popper pourrait, en effet, conduire le lecteur à quelques confusions.

Le *modus ponens* est la loi : de « *si p alors q* » et de « *p* » on déduit « *q* ». Ainsi : « *Si n est multiple de 6 alors n est pair* », « *n est multiple de 6* », on déduit « *n est pair* ». Le *modus tollens* est la loi : de « *si p alors q* » et de « *non-q* » on déduit « *non-p* ». Ainsi de la même prémisse « *si n est multiple de 6, alors n est pair* », on déduit de « *n est impair* » que « *n n'est pas multiple de 6* ». Ce qu'il faut remarquer, c'est que les deux lois sont logiquement équivalentes et qu'il n'est besoin d'aucun *a priori* implicite pour passer de l'une à l'autre.

En revanche, le raisonnement qui passerait de « *si p alors q* » et de « *q* » à la conclusion « *p* » n'est acceptable qu'en présence d'une proposition clandestine. De « *si n est multiple de 6 alors n est pair* » et de « *n est pair* », je ne peux conclure de façon valide à « *n est multiple de 6* » que si je crois ou je sais par ailleurs que « *n est multiple de 3* ». Si ceci méritait d'être souligné, c'est que la forme ci-dessus est celle que l'on peut donner à ce que Peirce appelle l'abduction (p. 117, note 17 et p. 140, note 15). Seulement il faut bien voir que si pour Peirce l'abduction est bien une démarche de la raison, elle n'est jamais qu'un moyen heuristique de formuler, non des conclusions, mais des hypothèses (il a d'ailleurs parfois utilisé le terme d'hypothèse ou encore de rétroduction au lieu de celui d'abduction). Pour reprendre l'exemple de la page 117, il faudrait donc le gloser de la façon suivante :

- Tous les haricots de ce sac sont blancs : *je le sais*.
- Ces haricots-ci sont blancs : *je le vois*.
- Ces haricots-ci proviennent de ce sac : *j'ai une bonne raison de le croire*.

On voit ainsi que, contrairement à ce qui est laissé entendre, il n'y a aucun lien direct entre le *modus tollens* et l'abduction.

Mais R. Boudon dépasse ces questions techniques et observe que bien souvent la pensée méthodique procède comme la pensée ordinaire et transforme, sans le dire, une conditionnelle (si) et une biconditionnelle (si et seulement si). Pourquoi ? Par confusion et incompétence répondent certains psychologues. Je crois quant à moi qu'il n'en est rien et que le phénomène relève de la nécessité d'appliquer des lois abstraites à des circonstances concrètes. Les « *tristes pépîns de la réalité* » n'apparaissent jamais tous et, en présence de la complexité des choses « *on a tendance à "choisir" (métaconsciemment) par défaut les a priori les plus simples* » (p. 368).

Cette démarche *par défaut* est tout à fait essentielle, R. Boudon y revient à maintes reprises et, tout compte fait, elle semble indispensable à tout raisonnement qui doit conduire à quelque prise de décision : un juge ne pourrait pas faire son travail de juge sans elle.

Mais où donc est passée la vérité ? Telle est bien la question à laquelle le livre va finalement répondre.

Notons d'abord que l'on peut plagier Saint-Augustin et dire de la vérité ce qu'il disait du temps : Qu'est-ce donc que la vérité ? Si personne ne me le demande, je le sais ; mais si on me le demande et que je veuille l'expliquer, je ne le sais plus. Il n'y a donc aucune raison, sauf à adhérer à un *a priori* implicite, de la tenir pour unique. Pas de raison non plus à croire que tout se vaut, science, magie, contes de fée (p. 347), en souscrivant par là à ces *a priori* que R. Boudon met en évidence chez des penseurs comme Kuhn, Feyerabend ou Hübner (p. 199).

La solution est à chercher dans l'idée, introduite par H. Simon, de rationalité subjective (chapitre 9) et à reconnaître qu'en fait « *on tend normalement à considérer comme bonnes des raisons objectivement non valides lorsque lesdites raisons sont dotées de ce que j'appellerai une quasi-universalité* » (p. 377).

Cette conclusion est d'autant plus remarquable qu'elle permet d'englober d'un même regard l'art de (se) persuader de l'homme de la rue, de l'historien, du sociologue, du physicien et du philosophe. Seul le mathématicien semble y échapper, seulement lui ne s'occupe pas du monde et Euclide aurait pu dire : « *Voulez-vous jouer avec moi ? Si oui, et alors seulement, il est vrai que la somme des angles d'un triangle est égale à deux droits.* »

Jean-Blaise Grize

Georges DUBY, *L'Histoire Continue*. Paris, éditions Odile Jacob, 1991.

Plutôt que de se livrer à cet exercice singulier de l'historien confronté à sa propre histoire, Duby, dans son dernier livre, nous dévoile son parcours d'historien médiéviste, par le biais d'une réflexion critique sur le métier même de l'historien. Ce faisant, il tente d'expliquer une pratique ; à savoir sa propre méthode historique.

Préalable à tout travail intellectuel, se pose d'emblée la question du choix et des limites du champ spécifique d'investigation. Ainsi, le choix intellectuel de Duby, celui qui s'amorce en 1942 lorsque l'agrégé d'histoire décide d'élaborer sa thèse de doctorat, se définit-il à partir de son intérêt profond pour *La société féodale* de Marc Bloch. Duby puise son inspiration dans le sillage des *Annales*. Sa formation de géographe l'amène à concevoir l'histoire comme étant celle de l'homme dans son rapport à un milieu, car « *la société, comme un paysage, est un système dont les multiples facteurs déterminent la structure et l'évolution* ». Par conséquent, elle ne peut être saisie que dans un système d'interactions multiples.

C'est par l'emploi de métaphores qui suggèrent des images de bâtisseurs de cathédrales que l'auteur décrit la mise en œuvre de son chantier de médiéviste. Les étapes de l'opération historique sont ainsi exposées par ce « maçon » lorsqu'il évoque l'élaboration de son « chef-d'œuvre », à savoir la délimitation chronologique (XI^e et XII^e siècles), l'aire géographique et le cadre conceptuel. Suite à la construction de « charpentes » et d'« échafaudages », Cluny pointe à l'horizon de cet historien (le *Recueil des chartes de Cluny* lui sert de référence majeure). Le sujet de sa thèse devient « *La société aux XI^e et XII^e siècles dans la région mâconnaise* ». Ce regard rétrospectif sur l'élaboration de son travail lui offre l'occasion de souligner les limites, les lacunes, les insuffisances du matériau, bref les incertitudes qui ont entouré ses recherches historiques.

Il est un fait que la reconstitution de l'histoire est une mise en forme, une mise en œuvre (Henri Gouhier dira une « *mise en scène* »), elle est le fruit de la subjectivité de son auteur.

L'imagination, la créativité jouent donc un rôle non négligeable dans l'œuvre de l'historien, en particulier lorsqu'il se fait archéologue du temps des cathédrales. Tel est le premier constat de ce médiéviste qui s'est donné pour charge, dans un deuxième temps, de reconstituer les gestes, les habitudes, l'imaginaire de la société médiévale. Or, comment saisir le sens exact des mots employés en l'an mil alors même que « *ces mots, qui tous appartiennent à un langage emprunté ne s'ajustent jamais parfaitement à la réalité dont l'homme qui les employait prétendait rendre compte. Leur sens flotte aussi parce que cette réalité, les relations de société, d'ailleurs souvent imparfaitement perçues par les contemporains, étaient elles-mêmes fluctuantes* ». L'histoire est donc loin de prétendre à la vérité (ou à l'objectivité des positivistes) car elle ne peut viser que le probable et le possible. Ce constat, qui peut sembler aller de soi, provient du regard critique que Duby jette sur son premier travail. Cependant, c'est à partir de l'ouverture de ce premier « chantier » que, par la suite, il affinera ses instruments d'investigation et s'ouvrira à d'autres champs de recherche.

Provenant la plupart du temps de commandes, ces nouvelles recherches s'inscriront dans l'espace idéologique et théorique des années 60. Ainsi, ses travaux sur l'économie rurale correspondront-ils à une situation historique de production où de nouveaux objets et de nouveaux champs d'intérêt se sont ouverts aux historiens. Le concept de classe et le rapport de production lui servent de cadre conceptuel pour l'élaboration de *Guerriers et Paysans*, par exemple, alors que l'œuvre de Lévi-Strauss l'aide à concevoir l'étude des rites et des mythes; autrement dit à entreprendre une histoire des mentalités.

De nouveaux chantiers se présentent à ce médiéviste dont le parcours d'historien suit l'évolution même de l'école historique française; dans les années 70, il ébauche une sociologie de l'art médiéval au moyen de laquelle il s'interroge sur le lien existant entre la création artistique et le pouvoir, puis il esquisse une histoire des idéologies, celle qui met l'accent sur les représentations mentales, l'imaginaire par rapport à une formation sociale. Mais bien qu'il ait recours au récit pour raconter une histoire, comme ce fut le cas pour *Guillaume le maréchal*, qui s'inscrit dans l'air du temps du retour à ce genre biographique, Duby n'abandonne jamais le schéma de l'histoire-problème ou de l'histoire-question.

L'histoire se renouvelle sans cesse, car elle fait l'objet de nouvelles lectures; en effet, chaque génération apporte une nouvelle signification aux « textes ». De même, elle peut être enseignée par des moyens autres que le livre. Duby fera l'expérience d'un autre registre culturel, d'un autre médium de diffusion — la télévision — pour mettre en scène l'histoire de l'an mil. Responsable, à ces débuts, de la direction de la *Sept*, il s'introduit aisément dans ce nouveau monde de l'image. Il avoue se sentir parfois plus proche de ces « chevaliers de la table ronde » que sont les producteurs et réalisateurs de télévision que du milieu universitaire qu'il qualifie de « féodal ». Ce médiéviste insiste, au demeurant, sur le fait que le métier d'historien exige beaucoup d'ouverture.

C'est bien la réflexion pertinente de cet historien sur son métier et l'humilité dont il fait preuve vis-à-vis de son œuvre accomplie qui font l'intérêt majeur de ce livre. On regrettera

cependant que l'exposé détaillé de son travail sur ce « chantier spécifique » qu'est le médiévisme rende sa lecture quelque peu malaisée pour les non-initiés.

Hélénice Rodrigues da Silva

Alain FAURE (sous la direction de), *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris (1860-1940)*. Paris, Editions Créaphis, 1991, 283 p.

Voici un beau livre : agréable et intelligent. Les photos habilement choisies se succèdent comme dans un album de famille, vous plongent dans l'univers changeant du peuple de la banlieue parisienne d'autrefois. On a ici la preuve du pouvoir de conviction de l'image, qui ne devrait jamais manquer lorsqu'on analyse les modes de vie. Comblé par l'iconographie, l'œil l'est aussi par le texte lui-même qu'il embrasse toujours en entier : les notes tout à côté du corps — ce luxe si rare — vous amènent sans cesse du résultat au travail de fouille qui le sous-tend, faisant sentir combien l'historien s'apparente à l'explorateur. Or, il est dans ce recueil particulièrement heureux sur un terrain, celui des vies populaires, où les traces, rares, sont loin de se donner à voir d'elles-mêmes. Une multitude de sources est mise à profit pour nous faire davantage connaître la banlieue à travers ses habitants. Ces travaux témoignent en effet, avec d'autres¹, d'une orientation de la recherche qui considère que l'analyse des structures, en l'occurrence celles qui organisent la constitution d'un espace urbain, ne saurait rendre compte de celle-ci sans l'étude de ceux qui ont largement contribué à les produire par leurs modes de vie.

Le recueil couvre une période qui permet de saisir le changement. Il montre comment le « rejet » de la banlieue par les ouvriers parisiens, qui caractérise la phase de la première urbanisation, est suivi d'une « conquête » qui coïncide avec la grande expansion. Cette thèse maîtresse va à l'encontre de l'idée selon laquelle l'installation populaire en banlieue n'aurait jamais été que l'effet d'une contrainte, un destin subi. Ceci n'est vrai que pour la seconde moitié du XIX^e siècle : Alain Faure constate après Michelle Perrot² l'attachement des ouvriers aux lumières de la ville, mais aussi à son industrie, de sorte que quand Paris les « rejette » il ne le quittent que contraints et forcés. A l'aube du XX^e siècle naît en revanche chez eux l'engouement pour les espaces péri-urbains qu'ils vont bientôt peupler massivement.

Ville et banlieue restent pendant longtemps des espaces distincts dont les populations laborieuses ne se mélangent pas. Jean-Claude Farcy confirme la moindre propension des ouvriers parisiens à l'émigration, en analysant les données relatives à l'origine des banlieusards fournies par le recensement de 1891. Ainsi, les ouvriers comme les agriculteurs, sont plus souvent de souche locale que les bourgeois et les employés. Et l'étude des actes de mariage dans les communes d'Asnières, Nanterre et Puteaux confirme que les proportions de natifs de la capitale sont moins fortes dans les professions ouvrières que chez les couches plus aisées.

L'industrie avait bien du mal à recruter la main d'œuvre parisienne, malgré les efforts de quelques patrons, tels les imprimeurs, pour loger les plus qualifiés ; comme l'agriculture, elle puisait sur place et bénéficiait des immigrations provinciale et, dans une moindre mesure, étrangère. Alain Faure rappelle la spécificité de cette industrie, soulignant la dureté des conditions de travail et la surexploitation. Ces « cayennes » rebutaient les ouvriers parisiens. Ils ne viendront travailler en banlieue que lorsque se réalisera, au début du XX^e siècle, le rapprochement avec l'industrie parisienne, notamment par l'accroissement des petites entreprises, la diffusion du travail à domicile et l'unification des salaires. De ce fait, entre la zone suburbaine et les arrondissements périphériques de Paris se produit une « osmose » faite autant de déplacements du lieu de travail et du domicile que de mouvements pendulaires quotidiens.

La fixation dans ces faubourgs désormais « parisiens » près du lieu de travail, reste cependant le phénomène massif que l'emploi, facteur essentiel, n'explique pas seul. La structure du parc immobilier contribue à déterminer une implantation résidentielle qui semble surtout le fait des familles. Il y a en banlieue davantage de deux et trois pièces qu'à Paris et davantage de logements moins chers : on peut donc supposer que les ouvriers y viennent pour « s'agrandir ». La moindre cherté est en tout cas une puissante incitation attestée lors des fortes hausses, comme dans les années 1880.

Les ouvriers quittent donc Paris, mais le pas n'est franchi qu'à regret. Les multiples témoignages invoqués reconstituent l'image « noire » de la banlieue qui renforce la résistance des parisiens à ce départ, vécu comme un « exil ». S'estompe-t-elle au cours des années 1890 et 1900, étape de l'« osmose » ? L'historien ne le laisse pas croire. Cette banlieue-là est restée « noire », dans la représentation ouvrière comme dans la réalité. La réhabilitation de la banlieue qui va bientôt émerger concerne en effet un autre espace, la banlieue « verte ». Et, tandis que celle-ci, dans la seconde partie du livre fait l'objet de l'analyse d'une « conquête », l'étude de Patrick Gervaise sur les « passages » de Levallois-Perret inscrit les faubourgs parisiens dans la pauvreté et le « rejet ».

Avec l'étude de Gervaise le décor se rétrécit au quartier et à ses habitants. Comme pour les lotissements pavillonnaires de l'entre-deux-guerres, étudiés par Françoise Dubost et Annie Fourcaut, est choisie la monographie. La méthode est féconde car la réduction de l'échelle d'analyse permet de saisir dans le détail le processus d'urbanisation autant que l'évolution du peuplement et la vie quotidienne des résidents. Les « passages » de Levallois sont représentatifs de cette ceinture d'habitat suburbain qui empiète sur la zone militaire *non aedificandi* jouxtant les fortifications. Les ruelles ouvertes par des petits fabricants dans les années 1850, classées voies privées et donc privées de l'équipement public vont se couvrir de taudis. En 1870, l'installation des chiffonniers fait définitivement basculer ce territoire dans la pauvreté puis la stigmatisation : ce sera « la Zone ». Mais, vu de l'intérieur, l'îlot ne présente pas la même image. Après la Grande Guerre s'installe une dualité. Les « passages » des chiffonniers avec leurs porcheries contrastent avec ceux mieux bâtis, plus « beaux », des Italiens. Deux communautés se côtoient, dont le mode de vie et le rôle qui y joue cet espace sont tout à fait différents : pour la

première, soudée par le métier, l'endogamie de quartier est la règle, la ruelle est un lieu d'enracinement, un « territoire héréditaire » ; pour la seconde, les « passages » le sont au sens propre, étape vers une autre installation, probablement meilleure. Mais cette porosité du quartier n'est qu'évoquée, l'essentiel de l'étude portant sur la vie quotidienne, l'image et les sociabilités reconstituées à l'aide de la mémoire de ceux qui sont restés. On mesure ainsi les limites de ces monographies. Nécessaires pour saisir les mécanismes de la fixation, la formation des liens communautaires et les fragmentations internes, elles conduisent à négliger les modalités éphémères de l'inscription dans l'espace et les fonctions de celui-ci dans les mobilités sociales.

Mais revenons au début du siècle, à l'origine de ce mouvement qui, dans les années 1920, porte beaucoup de résidents de Paris et des faubourgs, comme ces Italiens de Levallois, à s'établir plus loin en banlieue dans une petite maison. Dès le tournant du siècle — nous dit Alain Faure — une vision positive de la banlieue émerge chez les ouvriers, qui contraste avec l'opprobre jeté auparavant sur celle-ci : elle va faire naître l'aspiration au départ. L'analyse fait état de la perméabilité des milieux ouvriers à une nouvelle culture dominante, anti-urbaine, nourrie par les doctrines des mouvements réformateurs qui exaltent la maison individuelle, le jardin, « l'espace libre ». Les prédispositions à l'accueil de ce qui devient très vite une propagande intense ne manquent pas chez les ouvriers : c'est la pratique des loisirs champêtres, le désir d'un plus grand espace pour la vie domestique et d'un environnement aéré, fondé sur la « *bantise de la contagion par les odeurs* ». Les agents de la diffusion de l'idéologie qui vante la vie à la campagne se multiplient et se diversifient. Le mouvement socialiste et libertaire en particulier vient rejoindre les associations réformatrices proches du pouvoir et celles des catholiques sociaux. Le prosélytisme des pionniers des années 1910-1912 suggère que l'appropriation est réalisée. Les départs en banlieue, généralement collectifs, semblent bien animés d'un esprit « conquérant ». Les employés n'y sont pas absents. Mais en dehors de cette notation rien ne nous est dit sur leur participation à un mouvement qui pourtant — Jean-Claude Farcy le rappelle — a été chez eux plus précoce et pose la question de leur rôle dans la diffusion de cette nouvelle culture.

S'installer en « grande » banlieue c'était par la force des choses acheter un terrain et y construire. Mais posséder la maison, c'était aussi pour les ouvriers un « rêve ». L'historien n'a pas de doutes à ce propos, et se pose plutôt la question des effets de sa réalisation. L'ouvrier propriétaire s'embourgeoise-t-il ou reste-t-il fidèle à sa classe ? Le débat est celui-là même qui depuis le XIX^e siècle, comme le rappelle Alain Faure, n'a cessé de traverser le mouvement ouvrier pour être ensuite repris par les chercheurs. Il n'est pourtant pas sûr qu'il soit fécond, puisqu'il conduit à présupposer un déjà donné et à analyser les changements comme des écarts à celui-ci, plutôt qu'à montrer comment se modifient les différences parfois subtiles à partir desquelles se construisent les classes sociales. On devrait ainsi tenter de dessiner l'espace social des pratiques résidentielles dans l'agglomération parisienne de cette époque dont font partie la propriété du logement et les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Ces derniers, en tout cas, ne

faisaient pas toujours défaut aux ouvriers et leurs étaient bien spécifiques : Faure décrit les formes traditionnelles d'autogestion collective de l'épargne d'où naissent les « sociétés d'épargne » pour l'achat du terrain et les expériences coopératives fondées sur les liens professionnels et les affinités politiques.

Entre les deux guerres le décor et les pratiques changent. La banalisation de l'achat d'un terrain en banlieue fait de celui-ci un acte plus souvent individuel, les sociétés d'épargne devenant l'affaire du lotisseur. Pourtant la société qui se forme sur place n'est pas atomisée. D'un côté les réseaux de relations de travail, de parenté, de groupe d'origine orientent généralement le choix individuel. De l'autre, l'isolement du lotissement, son dénuement même, l'autogestion de l'aménagement imposée par la loi de 1928, créent des liens communautaires qu'expriment les sociabilités quotidiennes et les cultures récréatives. L'homogénéité sociale y aide, mais elle est loin d'être totale : dans ces lotissements populaires les ouvriers, majoritaires, coexistent avec les employés, tandis que se côtoient des groupes d'origine différente, étrangère provinciale, parisienne. Cette diversité se traduit dans les pratiques et d'abord dans les fonctions assignées à la propriété du terrain.

Les « projets » populaires qui président à l'achat d'un terrain expriment l'étroitesse des marges de choix. Certains ne sont d'ailleurs que le résultat d'un renoncement. Françoise Dubost le montre sur le cas du lotissement des Coudreaux en Seine-et-Marne. Si les habitants aux petits revenus du nord-est parisien se sont décidés à acheter ici, c'est en raison du faible prix du terrain dû à la localisation éloignée de Paris. Celle-ci rend l'installation résidentielle improbable et oriente dès lors vers un simple placement de l'épargne, le jardin-potager des dimanches, l'habitation pour la retraite. Ces parcelles cultivées des Coudreaux, lieu des « parties de campagne » du dimanche en attendant que se construise un jour la maison, rappellent que si la nécessité commande, le goût oriente. Après Françoise Dubost, qui retrace la tradition ouvrière du « *cabanon du dimanche* », Béatrice Cabedoce le montre à son tour dans son étude sur les « jardins-ouvriers » promus par la *Ligue du coin de la terre et du foyer* dans le département de la Seine. Le succès que celle-ci rencontre auprès des ouvriers s'explique en effet par le fait qu'elle satisfait un besoin — l'apport du potager à la consommation — tout en s'appuyant sur des traditions culturelles : l'attachement à un environnement campagnard, l'alliance du travail et du loisir collectifs, la pratique de la solidarité. Il est d'ailleurs symptomatique que la Ligue ait surtout réussi là où, comme à Ivry, elle a permis à cette culture de s'exprimer dans la plus grande autonomie.

On aurait tort de penser cependant que l'usage des espaces « conquis » en banlieue était laissé à la libre initiative et au goût individuels, en dehors de l'intervention de sociétés réformatrices. Les collectivités formées par les lotis et leurs organisations ont en effet joué un rôle d'encadrement considérable. Ainsi, l'association syndicale formée en 1928 en exécution de la loi Sarraut entre les lotis du Nouveau Domont en Seine-et-Oise, gère l'aménagement et exerce une police sévère. Comme auparavant Alain Faure pour la « cité coopérative » d'inspiration socialiste Paris-Draveil fondée en 1911, Annie Fourcaut nous montre qu'ouvriers et employés

veillent au respect des normes d'hygiène et d'esthétique qui vont faire de ce lotissement un quartier résidentiel « ordinaire », conforme à une certaine « modernité » urbaine de la banlieue. L'analyse fine de A. Fourcaut laisse deviner que résistances et adhésions correspondent à des intégrations plus ou moins fortes dans la nouvelle collectivité, notamment de la part des étrangers. Mais, une fois de plus, elle suscite sans pouvoir la satisfaire l'interrogation sur les parcours qui permettraient de comprendre la diversité des comportements.

Par son contraste avec les Coudreaux qui n'est devenu un véritable habitat qu'après la Seconde Guerre mondiale, le Nouveau Domont rappelle le rôle décisif de la proximité des emplois ou des facilités de transport pour l'avenir immédiat des lotissements. Mais ce rôle n'est pas souligné ici. L'analyse de la relation entre travail et choix de la résidence présente dans la première partie de l'ouvrage, fait défaut dans la seconde. Les monographies de F. Dubost et A. Fourcaut suggèrent que cette relation varie selon la catégorie sociale et contribue donc à déterminer la nature sociale du peuplement. Ainsi, « l'aristocratie d'ouvriers et d'employés des grandes entreprises et des services d'intérêt public » attirée sans doute au Nouveau Domont par la proximité de la gare qui dessert en même temps qu'elle fournit des emplois (les « employés de chemin de fer » sont nombreux dans ce lotissement), semble bien absente des Coudreaux, lotissement mal relié à Paris et éloigné des zones d'emploi. Mais est-ce bien le cas ? Les pratiques des ouvriers et des employés sont-elles vraiment différentes dans ce domaine ?

L'ouvrage suscite une énorme curiosité pour ces oubliés de l'histoire sociale que sont les « employés ». Vers la fin du XIX^e siècle — rappelle Jean-Claude Farcy — ils suivaient les bourgeois en banlieue, mais leur dispersion au-delà du regroupement à l'ouest confirme leur hétérogénéité et en particulier la proximité de certains d'entre eux, tels les employés de commerce, aux ouvriers. Celle-ci s'accroît-elle au siècle suivant ? Minoritaires dans les lotissements « populaires », quel rôle y jouent-ils ? Très souvent l'ouvrage présente des faits qui suscitent l'interrogation sur les affinités entre ouvriers et employés, mais aussi sur les distances et les incompatibilités susceptibles d'éloigner les seconds comme on le constate au Nouveau Domont. Mais, cherchant surtout à se démarquer du « misérabilisme » qui a caractérisé longtemps la vision de la banlieue populaire parisienne, l'analyse reste centrée sur les ouvriers. Dans ce livre, ce sont eux les premiers banlieusards.

Susanna Magri

NOTES

1. En ce qui concerne l'agglomération parisienne, on se reportera notamment à Annie Fourcaut (éd.), *Un siècle de banlieue parisienne (1859-1964). Guide de recherche*, Paris, L'Harmattan, 1988, 317 p. et Susanna Magri, Christian Topalov (éds.), *Villes ouvrières (1900-1950)*, Paris, L'harmattan, 1989, 268 p.
2. Michelle Perrot, « Les ouvriers, l'habitat et la ville au XIX^e siècle », in *La question du logement et le mouvement ouvrier français*, Paris, Editions de la Villette, 1981, pp. 18-39.

Kristian FEIGELSON, *L'URSS et sa télévision*, Préface de Marc Ferro. Paris, INA/Champ Vallon, 1990.

Rares sont les chercheurs en France qui se sont intéressés à l'étude des médias soviétiques avant la mise en œuvre de la politique de la « *Glasnost* » en URSS. Kristian Feigelson est de ceux-là à travers son travail sur la télévision soviétique, qu'il a débuté alors que l'URSS était encore la « patrie » du marxisme-léninisme. L'ambition de cet essai est d'aller plus loin que l'analyse de la « télévision-propagande », simple courroie de transmission du parti communiste. Ayant travaillé sous la direction de Marc Ferro, l'auteur entend montrer comment l'étude de l'évolution de la télévision est un moyen privilégié d'observation de la société elle-même.

L'intérêt de ce livre est de nous présenter l'analyse de la télévision à travers le cadre plus général de l'histoire d'une « culture de l'image » en Union soviétique, surtout depuis l'avènement des bolcheviks au pouvoir en 1917. Kristian Feigelson souligne que, bien avant cette révolution, il existe un fort antagonisme entre l'écrit et l'image : l'écriture est liée aux échanges commerciaux tandis que l'image, souvent d'origine religieuse (icône) est l'expression d'une communication très limitée pour une population analphabète. En 1919, l'image est envisagée comme un moyen privilégié d'éducation politique par Préobrajenski et Boukharine. Elle est à la fois « *oroudie* » (outil) et « *oroujje* » (arme). Pour eux : « *le cinématographe qui, sous le régime bourgeois, ne servait qu'à enrichir ses propriétaires et à démoraliser les masses populaires, se transforme graduellement quoique trop lentement à notre gré, en instrument efficace d'instruction et d'éducation des masses dans l'esprit du socialisme* ». Il en résulte une « bolchévisation de l'image », dont le cinéma est le principal vecteur, devant œuvrer à la formation d'un homme nouveau, à la création d'une culture prolétarienne en complète rupture avec le passé. Sous Staline, on assiste à un renforcement du système de la propagande, le décret du 23 avril 1932 affirmant que seul le critère « *d'intelligibilité de l'art par les masses* » doit primer. Le projet dit du « réalisme socialiste » devient la forme spécifique de « l'esthétique populaire ». En pleine période stalinienne, le film soviétique glorifie le collectivisme et devient chanson et joie de vivre...

C'est en 1931 que commencent les premières émissions de télévision. Un studio expérimental est créé à Leningrad en 1938. Mais c'est surtout au début des années 50 que la télévision commence son véritable développement (la production des postes de télévision est lancée à Kiev en 1951). Dès ses débuts, la télévision reprend la fonction « *d'Agit-Prop* » du cinéma. Elle a par exemple un rôle d'impulsion dans le cadre d'une campagne sur l'amélioration de la production de charbon ou en faveur de la mécanisation des plantations de coton en Ouzbékistan... Mais la fonction de divertissement est aussi présente sinon plus. Feigelson rapporte que, durant les premiers mois de fonctionnement du studio de Moscou, furent présentés 114 dramatiques et spectacles musicaux, 87 concerts, 148 films, 400 bandes d'actualités du cinéma et chroniques documentaires, 48 émissions sportives et seulement 127 programmes spécifiquement politiques. L'image est mal employée et écrasée sous le commentaire. En 1957, la télévision

soviétique ne présente encore que quatre heures d'émissions après 19 heures, environ vingt-deux heures par semaine.

Au cours des années soixante, la télévision concurrence de plus en plus la radio qui, avec l'écrit, demeure le média privilégié par les autorités pour la diffusion de leurs messages politiques. Il s'agit d'une « télévision autarcique » qui « doit présenter à ses citoyens les images d'un monde où les progrès du socialisme ne font plus aucun doute » ; d'où la diffusion de programmes répétitifs et stéréotypés conformes à l'idéologie communiste. Toutefois, l'image télévisée n'est pas seulement « exécutante d'un projet politique ». Elle devient de plus en plus « reflet du social ». Durant les années soixante sont lancées les premières émissions pour les agriculteurs, les femmes, les enfants, qui témoignent des modes de vie de la société soviétique. La diversité des programmes exprime la diversité du social. La société y « parle » d'elle-même. Des nouvelles techniques sont introduites : enquêtes auprès des téléspectateurs, discussions à propos des programmes, concours, etc. Dans une société que l'on veut unie et réconciliée, la télévision se doit de faire participer les téléspectateurs.

C'est à partir des années soixante-dix que la société soviétique est majoritairement « télévisée ». Déjà en 1969, 124 millions de Soviétiques peuvent capter la télévision sur 70 % du territoire (11 fuseaux horaires) ; ils seront 200 millions une dizaine d'années plus tard. Le régime de Brejnev accroît la centralisation des moyens de production et de diffusion. La télévision est aussi un moyen de renforcer la russification du pays au détriment des langues des républiques de l'Union. La segmentation des programmes s'adressant à des catégories sociales ou professionnelles spécifiques est de plus en plus grande : émissions spéciales pour les médecins, les ingénieurs, les enseignants, etc. Le changement de style et de contenu de ces émissions est nettement perceptible. Il ne s'agit plus de présenter le portrait idyllique du paysan ou du travailleur soviétiques mais plutôt de faire connaître de nouvelles techniques, de diffuser un savoir. En renvoyant de plus en plus au quotidien (hygiène, famille, éducation...), la télévision soviétique aurait contribué alors à rendre plus « vivable » le système communiste en présentant des modèles de représentation et d'action. Sur le fond, on reste pourtant dans la tradition de « l'Agit-Prop » : « les images sont censées faire voir, faire croire, faire agir ». Or ces mises en scènes du quotidien ne parviennent bien souvent qu'à faire mentir les discours qu'elles accompagnent.

Kristian Feigelson présente une vision nuancée de la « Glasnost ». Il souligne que « à partir de 1985, des pans entiers de censure et d'auto-censure » s'effondrent. Il passe en revue les émissions télévisées les plus significatives de la volonté gorbatchévienne de se servir des médias pour réformer la société. Mais il observe aussi « l'immobilité » de *Vremya* (« Le Temps »), le grand journal d'information du soir diffusé sur les deux chaînes principales et regardé par près de 140 millions de téléspectateurs, qui semble bien peu touché par l'esprit de la « Glasnost ». Néanmoins, l'apparition du direct dans diverses émissions et l'organisation de débats-rencontres revitalisent la grille des programmes, laquelle est le reflet des affrontements entre conservateurs et « modernistes ».

Dans cet essai riche d'informations, il est dommage que l'auteur ne fasse qu'ébaucher une réflexion sur l'usage des médias modernes par un Etat de type « totalitaire ». On pourra aussi lui reprocher de manquer parfois de rigueur. Il procède en effet à de fréquents retours en arrière ou, au contraire, à des projections dans le futur antérieur, qui embrouillent le lecteur et risquent de lui faire perdre le fil. On regrettera encore que les ouvrages présentés en bibliographie ne soient que très peu cités et discutés au cours de l'étude. Il aurait en effet été intéressant de faire connaître les rares travaux soviétiques sur la « communication de masse », de même que l'apport des chercheurs étrangers qui, comme Kristian Feigelson, ont commencé l'étude de la télévision soviétique, parfois dès les années 70. Il faut néanmoins prendre cet ouvrage pour ce qu'il est : un premier travail de synthèse indispensable à qui veut étudier les médias soviétiques avant les bouleversements de 1991.

Jacques Semelin

Henri-Pierre JEUDY, *La Société du trop-plein*. Paris, Editions Eshel. Coll. Virulences, 1991.

Cet ouvrage s'inscrit en prolongement d'un ensemble de travaux du même auteur consacrés à des domaines en apparence bien distincts : l'insécurité et la peur des catastrophes, la mémoire et la muséographie, la communication et les médias. Au premier abord, éclatée, la démarche d'H.-P. Jeudy offre en fait une grande cohérence. C'est qu'elle se soutient d'une réflexion plus générale sur le devenir de nos sociétés. On retrouve précisément dans *La Société du trop-plein* les principaux éléments de cette pensée de la post-modernité, où l'auteur, dans une perspective qui se veut aussi polémique à l'égard des conceptions aujourd'hui dominantes, explicite ses présupposés. Il constate qu'aujourd'hui l'esprit legaliste et moralisateur semble s'imposer : partout règne la recherche du consensus, la quête de normes qui permettent à la société de se gérer et de répondre aux menaces de destruction et de terrorisme qui pèsent sur le devenir de l'humanité. « *La morale n'était qu'un système, l'éthique devient un défi* » (p. 8).

On irait trop vite en besogne en décrétant la mort des idéologies, selon H.-P. Jeudy, leur place est aujourd'hui occupée par ce nouvel ordre éthique qui s'alimente de l'obsession sécuritaire. La norme prend tout son relief face à la menace : elle vise à la conjurer, et simultanément, elle renforce en nous l'imaginaire des catastrophes. Dans une société où se multiplient les experts en tous genres, où l'on souhaiterait à tout moment (se) rassurer, l'idée même qu'il existe des principes éthiques et des normes juridiques à valeur universelle contrebalance des inquiétudes aussi diffuses qu'omniprésentes. On comprend mieux l'intérêt manifesté par H.-P. Jeudy pour le thème de l'insécurité : tout se passe comme si la surabondance des discours et de l'image propre à « *la société du trop-plein* » avaient pour fonction de conjurer ces angoisses et plus profondément peut-être la fascination, le désir de la catastrophe.

Le nouvel ordre éthique a la particularité de s'affirmer dans et par l'histoire : l'événement

vient en quelque sorte témoigner en permanence de la légitimité des principes invoqués. Mais qu'est-ce aujourd'hui que l'événement, s'interroge H.-P. Jeudy. Cela conduit à une réflexion sur « *les ruses de la communication* », pour reprendre le titre d'un précédent ouvrage, c'est-à-dire ce jeu de renvoi en miroir entre l'événement, sa mise en scène, son interprétation, sa signification. Les événements de Roumanie, avec le montage aussi sinistre que télégénique du charnier de Timisoara, les débats qu'a engendrés cette nouvelle forme de « *révolution en direct* », plus récemment la médiatisation à grand spectacle de la guerre du Golfe, illustrent le rythme accéléré auquel se construisent et se succèdent les « événements ». A peine devient-il « historique » que l'événement est menacé de banalisation. « *La médiatisation mondiale place l'événement en cet état pré-congelé, dans une théâtralité froide qui devient souveraine* » (p. 65).

En décrivant cette sorte de pétrification de l'histoire, H.-P. Jeudy souligne la fascination qu'elle exerce sur l'individu de plus en plus soumis à cette déréalisation du monde. Le spectateur est prisonnier de cette contagion des images et des dispositifs d'interprétation qui les accompagnent, distribuant le sens de manière plus ou moins cohérente. Qu'il s'agisse des spectacles télévisuels ou du traitement des faits de mémoire dans les musées ou dans les manifestations commémoratives, on retrouve toujours cette propension à balayer nos angoisses, à conjurer la mort, quitte à rationaliser la catastrophe et à déréaliser l'événement. Le recours à « *un ordre gestionnaire neutre et objectif* », l'appel à des « *valeurs partagées et reconnues consensuellement* » (p. 124) correspondent bien à un tel contexte, car ils offrent des modèles de gestion efficaces d'un devenir qui privilégie sa propre anticipation.

Face à l'expansion de la moralisation et du légalisme, H.-P. Jeudy s'insurge pour sa part. Il en appelle à l'émotion qui, selon lui, « *trahit l'irruption du réel au cœur même de la déréalisation du monde* » (p. 128). Est-ce un retour à une subjectivité originaire, à un irrationnel fondateur ? L'auteur s'en défend et voit dans l'émotion et la colère, le signe d'une révolte contre la contamination des images, mais aussi contre le pouvoir oppressant des modèles interprétatifs construits autour de l'éthique et du droit. Le livre de H.-P. Jeudy ne dissimule pas ses visées polémiques à l'égard des principales tendances sociologiques et philosophiques actuelles. Rien de tel qu'un brin de virulence dans l'atonie ambiante. Tout au plus pourrait-on lui reprocher de ne pas désigner plus frontalement ses adversaires de prédilection. De même la conclusion de l'ouvrage déçoit quelque peu : l'apologie de l'émotion qu'elle dessine face aux apôtres des valeurs et du droit, est-elle de nature à ressourcer une véritable démarche critique ? Mais l'essentiel réside dans les analyses pénétrantes et stimulantes que H.-P. Jeudy consacre à notre quotidien, au métro, aux musées, à cet espace public dont nous ne saurions nous déprendre. Arpentons-le en sa compagnie : nous y rencontrons avec lui les ironies de la vie.

Marc Abélès

Catherine KERBRAT-ORECCHIONI, *Les interactions verbales*. Paris, Armand Colin, 1990.

Catherine Kerbrat-Orecchioni est la première à nous proposer en langue française une véritable synthèse des études qui, ces vingt dernières années, ont porté sur l'interaction verbale. C'est dire l'originalité et la fécondité de son ouvrage : à la fois essai personnel, anthologie et manuel complet d'initiation. Les qualités d'écriture y rejoignent celles d'une érudition soigneusement contrôlée par une longue pratique du champ.

L'intérêt est qu'ici nous débordons largement le domaine des études classiques du langage et qu'y interfèrent aussi bien les préoccupations sociologiques qu'ethnographiques et méthodologiques visant à fonder une nouvelle *épistémé*. Cette approche transdisciplinaire n'est pas sans poser de multiples problèmes techniques. C'est pourquoi le parti-pris heureux de Catherine Kerbrat-Orecchioni est d'inventorier de façon approfondie les divers types d'outils ici convoqués, les uns empruntés à diverses disciplines, d'autres sans doute fondateurs. La matière est abondante. C'est pourquoi cet ouvrage n'est que le tome 1 d'une entreprise plus vaste qui abordera plus tard les questions véritablement psychosociologiques. Contentons-nous, pour l'instant, de ce premier ouvrage consacré aux aspects plus strictement linguistiques ; la matière en est déjà fort riche.

Dans un premier chapitre consacré à l'approche interactionnelle, ce sont toutes les perspectives antérieures et les plus récentes, tant en pragmatique qu'en analyse de discours, qui sont « revisitées ». A partir de là, Catherine Kerbrat-Orecchioni avance un certain nombre d'implications théoriques quant à ce qu'on peut entendre par « compétence communicative », laquelle recouvrerait, comme elle le suggère pertinemment : « *un dispositif complexe d'aptitudes où les savoirs linguistiques et les savoirs socio-culturels sont inextricablement mêlés* », mais qui apparaît encore — fort heureusement pour l'analyste —, comme une « hétérogénéité structurée ».

D'où toute une famille de conséquences méthodologiques requérant notamment d'accorder priorité, d'une part à l'étude des formes dialogales de production discursive, et d'autre part à l'analyse du fonctionnement oral de la langue. Un autre déplacement méthodologique important est bien celui qui consiste ici à considérer comme prioritaires dans l'étude, les conversations « naturelles » et autres formes d'interactions « authentiques » ; celles-ci étant le plus souvent « multicanales » et « pluricodiques ». Dès lors, la frontière théorique et méthodologique s'avère bien « poreuse » entre le linguistique proprement dit et les considérations de nature psychosociologique. En attestent les divers courants que l'auteur passe en revue (psychologie, ethnométhodologie, perspective goffmanienne, etc.). Et c'est là sans doute, comme je le disais précédemment, que se manifeste l'évidence pratique et scientifique, sinon d'une « discipline nouvelle », tout au moins d'une nouvelle et profonde « reconfiguration » dans les sciences du langage et leurs apports à l'analyse des faits sociaux.

Cette « reconfiguration » épistémologique dispose bien de ses propres outils et de ses concepts, dont l'efficacité ne fait doute. Ce que Catherine Kerbrat-Orecchioni nous expose

dans les chapitres 2 et 3 suivants : d'abord les « *composantes de base de l'interaction* », à savoir les différents paramètres associés à la notion de « *cadre communicatif* » et les divers modes d'approches appliqués alors au matériau sémiotique (verbal, paraverbal et non verbal) ; ensuite le « *système des tours de parole* » puisque l'objet même de cet ouvrage, nous précise l'auteur, est d'étudier « *le fonctionnement du "dialogue" au sens strict* », sous la forme notamment du « *réglage de l'alternance* » ou des « *ratés dans les tours de parole* ». Le lecteur tirera grand profit de trouver ici explicités — preuves et exemples à l'appui — nombre de notions et concepts jusque-là seuls connus des initiés à la littérature anglo-saxonne sur le sujet.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre, fort copieux et consacré à « l'organisation structurale des conversations », est l'occasion pour l'auteur de tester et d'attester de ses propres analyses avec les présupposés théoriques et méthodologiques impliqués, mais exposés avec une précision de détails et de références qui impressionnera le lecteur. Ce que Catherine Kerbrat-Orecchioni nous propose ici, c'est une véritable méthodologie suffisamment explicitée pour éviter toute ambiguïté à ceux qui choisiront de l'adopter. Ils y trouveront un outil précieux pour l'analyse de ce fait social essentiel qu'est la « conversation ». L'ambition de l'ouvrage est ainsi accomplie ; souhaitons-lui longue vie comme référence dans le contexte très actuel des études psycho- et sociolinguistiques. Mais je ne doute pas qu'il en inspirera bien d'autres...

Georges Vignaux

Pierre LABORIE, *L'opinion publique sous Vichy*. Paris, Seuil, coll. L'univers historique, 1990.

L'opinion publique sous Vichy, n'est pas un énième ouvrage venant célébrer le cinquantième de 1940. Sa singularité tient d'abord à la démarche de l'auteur. Pierre Laborie l'inscrit dans le mouvement historiographique d'une histoire politique renouvelée qui a fait la part belle à l'histoire de l'opinion publique. De Jean-Jacques Becker à Pierre Milza, en passant par Jacques Ozouf, l'étude de l'opinion publique n'est plus exclusivement un objet d'investigation sociologique, son intervention dans le processus historique est désormais consacrée et ses outils méthodologiques aiguisés¹. En s'interrogeant sur *ce que furent réellement les attitudes collectives des Français au cours des années de guerre, sur les cheminements et les causes de leur évolution, sur leur rôle, leurs fonctions sociales et leur signification*, Pierre Laborie apporte une pierre importante à cet édifice².

La singularité de cet ouvrage tient ensuite à la spécificité de la méthode de Pierre Laborie qui réside dans sa conception de l'opinion. Il veut dépasser le stade d'une reconstitution, celle des courants et du mouvement général, préférant en démonter les mécanismes fonctionnels. L'étude porte donc sur les systèmes de représentation et les modes de perception qui *expriment et conditionnent à la fois la vision des contemporains*. L'auteur s'intéresse avant tout à la

perception qu'ont les acteurs sociaux des faits au moment où ils les vivent, où ils les subissent ou bien les reconstruisent : les représentations deviennent, à leur tour, créatrices de réalité, porteuses d'une influence bien plus déterminante sur les attitudes collectives que la réalité des faits eux-mêmes. Dans cette perspective, les comportements communautaires ne peuvent être étudiés en fonction d'une seule reconstitution raisonnée des faits et des éléments logiques d'explication. Il convient alors d'éclairer les rapports imaginaires que les hommes entretiennent avec les conditions qui définissent objectivement leur cadre de vie, ce qui revient à étudier la façon dont ils les perçoivent. A terme, il faut rendre à l'imaginaire social la part qui lui revient dans l'explication du politique.

En historien, Pierre Laborie applique cette méthode à un corpus de sources inédites car, nous rappelle-t-il : « *l'intérêt des études d'opinion est directement tributaire de la qualité des sources consultées et tout spécialement quand, comme ici, les enquêtes par sondage restent l'exception* ». Parmi ces archives, figurent notamment les interceptions postales, téléphoniques et télégraphiques opérées par les services de « contrôles techniques », ainsi que les rapports des préfets. Ces sources, soumises à une application rigoureuse des règles de méthode historique, deviennent, en seconde lecture, d'un *intérêt considérable pour la réflexion critique de l'historien*.

L'intérêt de l'ouvrage réside également dans l'application de cette méthode à une période fortement controversée et significative de l'histoire de l'opinion — marquée, selon l'auteur, par l'importance considérable de l'imaginaire social. « *Les Français vivent la réalité des faits, au quotidien, à travers les prismes de leur imaginaire social. Ces perceptions du monde et les logiques de pensée, parfois contradictoires, qui les alimentent, conditionnent les comportements collectifs et les commandent en partie.* » Les perspectives produites par ce nouvel angle d'approche conduisent, sous bien des égards, à un véritable tournant de l'historiographie de Vichy.

Ce tournant passe d'abord par la volonté de sortir de « l'ornière » d'une *chronologie cloisonnée de Vichy*. S'il ne nie pas la réalité d'une France vichyssoise datée, issue de la défaite et des traumatismes conséquents, Pierre Laborie se place volontairement en amont afin d'observer les tendances latentes qui se profilent déjà dans les représentations collectives des années 1930. Par ce biais, son objectif est d'isoler les traces d'un état d'esprit : proche du pétainisme qui serait le résultat de la crise de conscience collective ayant alors affecté la Nation. Soulignant les effets d'engrenage qui préparent inconsciemment le terrain aux *adhésions ambiguës et aux consentements résignés*, il s'agit de comprendre et faire comprendre de quelle manière « l'esprit de Vichy » est présent dans les têtes avant Vichy même.

L'auteur consacre donc une partie importante de son ouvrage à l'avant-guerre caractérisée par une crise d'identité nationale. L'accumulation des peurs et les contradictions des pacifismes amplifiées par les effets pervers de l'antibolchevisme sont autant de facteurs qui entraînent l'altération du sentiment national. De là découle un climat de confusion générale des esprits, situation d'anomie propice aux dérives vers l'irrationnel, dérives encouragées par un discours sur la décadence et le déclin. La recherche aveugle de responsabilités au malaise général détermine les attitudes xénophobes et antisémites. Ce recours abusif aux fausses solutions

puisées dans le registre du déraisonnable tisse un réseau d'engrenages qui préparent la Nation à *la logique dévastatrice du consentement à l'inévitable*, bien avant l'armistice. Ainsi les puissantes logiques mentales, dans lesquelles s'inscrivent *l'immobilisme et le renoncement*, orientent les mutations de l'opinion : *Logique de l'aveuglement et logique restrictive* qui font que les événements extérieurs, et en particulier la représentation de l'Allemagne et du danger qui lui est associé, ne sont perçus qu'au travers du prisme hexagonal. Enfin, la *logique de la peur*, omniprésente et multiforme, élément invariable de la formation des représentations, explique, pour une part essentielle, le ralliement en juin et juillet 1940 au maréchal Pétain. Dans ce cadre, les incohérences de la drôle de guerre ne font qu'accentuer le trouble de l'opinion et ruiner définitivement les bénéfices de la période de redressement entreprise par le gouvernement Daladier. En effet, l'imprécision de la dénonciation du « danger prioritaire » perdure avec la répression des activités communistes, l'absence de buts de guerre clairement définis, la logique d'attente et la manipulation grossière de l'opinion qui sont autant d'éléments aggravant le malaise que l'exode et la défaite viendront achever, confirmant ainsi le processus de désintégration.

Sur la période 1940-44, l'intérêt de l'ouvrage est toujours d'ordre historiographique. Pierre Laborie s'attache à préciser les différentes formes d'attentisme et les facteurs de leur évolution. Plutôt que d'avaliser la thèse simplificatrice des « 40 millions de Pétainistes », il s'interroge sur la signification de ce très large rassemblement des Français autour du maréchal Pétain. Selon lui cette *résignation obéissante* doit être comprise comme une recherche mythique de l'unité nationale perdue. En partie étrangère à *l'univers à des idées politiques*, cette adhésion des Français relève davantage de l'imaginaire et de l'irrationalité des perceptions symboliques.

Pierre Laborie récuse également la thèse prédominante d'une opinion publique choisissant opportunément son camp en fonction de la pression des événements extérieurs. Il établit une chronologie pertinente qui redonne à l'année 1941 une importance trop longtemps négligée. En effet, c'est au cours de cette année charnière, alors que l'Allemagne est encore victorieuse, que s'accentue de manière spectaculaire le décalage entre la légitimité populaire de Philippe Pétain et la légitimité politique de l'Etat français. Cette distinction entre le maréchalisme — relevant surtout de l'irrationalité — et le pétainisme — incluant l'idée d'une solidarité politique — constitue l'un des ressorts essentiels de l'opinion commune tout au long de la période. Ce maréchalisme de sentiment cohabite avec une hostilité viscérale à la collaboration et un attentisme dominant qui évolue cependant vers un début de conscience critique à l'égard de la politique gouvernementale. Les premiers décrochages sont perceptibles et le *vent mauvais* qui souffle à partir de l'été 41 mêle hostilité à l'occupant, liquéfaction du soutien moral à l'œuvre de régénération lancée par Vichy et sentiment d'exaspération renforcé par les privations. Mais c'est aussi l'année de restructuration et de clarification des enjeux (cela toujours en dépit de la direction prise par les événements extérieurs). Trois courants se dessinent qui perdureront jusqu'à la Libération : un courant de faible influence favorable à la collaboration, avec comme principal ciment l'anticommunisme, un courant d'attentisme majoritaire marqué par l'hostilité

grandissante à la collaboration, par une irritation croissante face aux difficultés et par la dissociation de plus en plus marquée entre l'attachement à Philippe Pétain et le soutien à sa politique; enfin, un courant de Résistance aux effectifs modestes et à la stratégie hésitante.

Ces évolutions vont se révéler d'une manière encore plus visible et spectaculaire au cours de l'année 1942, année des ruptures. Les réactions au retour de Pierre Laval témoignent du sentiment général d'hostilité qui l'associe désormais à la collaboration et aux Allemands. Parallèlement, l'image du maréchal Pétain devient de plus en plus mythique et dissociée de l'exercice du pouvoir, et si l'attentisme reste toujours de règle, on observe une sympathie de principe à l'égard de la Résistance qui s'exprime, cependant, davantage par le rejet de la collaboration. Cependant, la violence des répressions antisémites et l'invasion de la zone nord accélèrent un processus déterminant : *la jonction s'opère, dans les têtes, entre l'hostilité à Vichy et l'hostilité à l'Allemagne.*

Pour les dix-huit derniers mois, Pierre Laborie montre que le double rejet du gouvernement de Pierre Laval et de l'occupant, associé aux deux facteurs importants que sont le STO et les défaites allemandes, ne suscitent pas pour autant une lutte collective intense. Il explique la persistance de « l'attentisme ambigu » par le poids des contraintes quotidiennes mais aussi, et surtout, par une forte lassitude de la guerre encore accentuée par un phénomène massif de peur. L'attitude face à la Résistance illustre l'ambivalence des positions : un système complexe de solidarité qui remet certes en cause le schéma traditionnel d'une masse inerte et de deux minorités agissantes mais dont la nature, modeste, l'empêche d'être assimilé à une forme d'engagement.

L'ouvrage insiste donc sur la complexité des comportements et remet en cause les classifications trop simples et trop tranchées qui présidaient jusqu'alors — pétainisme ou gaullisme, résistance ou maréchalisme, résistance ou vichysme, résistance ou collaboration. Pierre Laborie montre qu'en 1941 et 1942 la fidélité au régime de Vichy n'implique pas une adhésion à la politique menée par l'Etat français et n'est pas non plus assimilable à une approbation de la collaboration. Dans cette perspective, on peut être maréchaliste jusqu'en 1942 tout en se sentant proche de l'idéal de la Résistance. En revanche, l'hostilité à l'occupant ne signifie pas une adhésion automatique au combat de la résistance. Enfin, l'attentisme changeant qui caractérise la majorité ne peut être réduit à un banal opportunisme et à un intérêt calculateur : il est davantage le résultat d'une ambivalence inextricable, d'une myopie.

Le travail de Pierre Laborie est donc, avant tout, celui d'une conceptualisation de l'opinion en tant que phénomène mouvant et difficilement « cadrable ». Néanmoins, et c'est ce qui fait la force de cette somme, le jeu de la nuance et de la complexité, l'exhumation et le décryptage des ambiguïtés, sont autant d'outils qui précisent et cisèlent la vision que l'on pouvait se faire jusqu'alors de l'aventure vichyssoise. On ne peut pas douter de l'apport historiographique original que constituent à la fois la démarche de Pierre Laborie et le résultat de ses recherches. C'est aussi l'occasion de redistribuer la valeur des rôles et des responsabilités collectives. Camus écrivait : « *Ce sont les meilleurs qui se sont désignés.* »

Agnès Chauveau

NOTES

1. Voir sur ce point Jean-Jacques Becker, « L'opinion publique » in *Pour une histoire politique* (sous la direction de René Rémond), Paris, Seuil, Coll. l'Univers Historique, 1988, p. 161/182.
On pourra aussi consulter les Actes du Colloque *Opinion publique et politique extérieure (1870-1915)*, n° 54, Ecole française de Rome et Università di Milano, « Ecole Française de Rome », 1981. Ainsi que Jacques Ozouf, « L'opinion publique : apologie pour les sondages », in *Faire de l'histoire*, t. III, Nouveaux objets (sous la direction de Jacques Le Goff et Pierre Nora), Paris, Gallimard, 1974, p. 200-235.
2. Soulignons dès à présent que Pierre Laborie avait déjà fait une mise au point de toutes les interrogations que pose la nature de l'opinion publique à l'histoire in *Vingtième siècle*, n° 18, avril-juin 1988.

Pierre LÉVY, *Les Technologies de l'Intelligence*. Paris, La Découverte, 1990.

On peut raisonnablement se demander si l'informatique pour progresser, n'est pas condamnée à envisager — et à court terme — de nouvelles technologies inspirées d'architectures résolument différentes de celles inspirées du modèle de Von Neumann. C'est un enjeu épistémologique dont on sait le risque : il n'y a guère que deux ou trois grandes « idées » tous les deux siècles ! En tout cas, faut-il le tenter. Nécessairement, cela s'accompagnera de transformations des normes du savoir et des croyances en des « rhétoriques » déterminées de la connaissance.

Trouver à ce propos, de nouvelles « métaphores » du sens et de la communication ? Tel est le pari jeté dans ce débat par P. Lévy. A partir de cette observation que les acteurs de la communication produisent continûment l'univers de sens qui les unit ou les oppose — laquelle observation a tout de même le défaut « sociologiste » d'ignorer souverainement le système qui permet cela, à savoir le langage —, P. Lévy développe l'idée bien connue de « *réseau sémantique* », mais il la transforme en termes dynamiques le long des « branches » associatives : ainsi de l'exemple d'Isabelle qui, ouvrant une boîte de raviolis, déclare qu'elle ne se préoccupe pas de diététique, mais en même temps affirme qu'elle mange des pommes pour la « diététique » : on est bien obligé alors de réorganiser le « réseau sémantique » que l'on se faisait à propos d'Isabelle ; lequel « réseau », soit dit en passant, est un problème bien connu des psychologues sociaux travaillant sur les problèmes de « représentations sociales », ou des linguistes et rhétoriciens concernés par les phénomènes d'argumentation et de logique naturelle. P. Lévy découvre ce faisant, que le sens d'un mot est toujours tributaire de concepts et d'images et que tous nos échanges langagiers visent à construire et reconstruire des univers de sens. D'où la nécessité qu'il éprouve — qu'on partage naturellement —, à s'approcher de ces

phénomènes naturels, et la métaphore qu'il avance pour ce faire, et qui est celle de *l'hypertexte*, au sens d'une nouvelle technologie intellectuelle destinée selon lui, à constituer « un des avènements de la lecture et de l'écriture » en même temps qu'à approcher des nécessités d'une *écologie cognitive* de plus en plus requise par nos sociétés technologisées.

Cette métaphore de l'hypertexte n'est pas seulement technique, mais s'applique, nous dit Lévy, à toutes les sphères de la réalité. Les principes de base en sont les suivants : 1) le réseau hypertextuel est sans cesse en construction et en renégociation ; 2) les nœuds et les liens du réseau sont donc hétérogènes à l'instar de la multiplicité des images, des mots et des sensations dans la mémoire ou dans la communication ; 3) l'hypertexte s'organise sur un mode « fractal » c'est-à-dire que tout nœud ou lien du réseau peut lui-même s'avérer constitutif de tout un réseau et ainsi de suite ; 4) le réseau n'a ni unité organique ni moteur interne : sa croissance, son fonctionnement autant que ses processus de composition-recomposition sont tributaires de l'environnement, lequel est par nature indéterminé à l'avance ; 5) du point de vue topologique, dans les hypertextes, tout fonctionne à la proximité, au voisinage : le fonctionnement des phénomènes s'organise en « chemins » et le réseau n'est pas dans l'espace, « il *est* l'espace » ; 6) enfin, le réseau n'a pas de centre : il se structure en permanence autour de plusieurs centres dynamiques et mobiles, d'un nœud à l'autre.

Un tel catalogue de « principes » du phénomène peut amener à s'interroger sur la réalité « fantasmatique » de celui-ci. En vérité, l'idée d'hypertexte relève d'une histoire déjà ancienne. Elle est en quelque sorte énoncée pour la première fois par V. Bush en 1945, dont l'article d'alors est reproduit dans un ouvrage collectif de S. Lambert et S. Ropiequet (CD-ROM, *the New Papyrus*, Redmond, WA : Microsoft Press., 1986). Bush est le premier à remarquer que tous les systèmes d'indexation et de gestion des informations scientifiques sont totalement artificiels sous prétexte de rangement hiérarchique et « logique » en classes et sous-classes. Or, fait-il remarquer, l'esprit humain ne fonctionne jamais ainsi car chacun de nous « saute » quotidiennement d'une représentation des choses à l'autre, et toujours par association d'idées, un peu à la manière de parcours qui s'enchevêtrent. Pour concrétiser cette conception, nous raconte P. Lévy, Bush imagine un dispositif complexe qu'il nomme *Memex* et dont la finalité est de combiner l'indexation classique des rangements et la sélection des informations par association. Il s'agit d'abord de rassembler un réservoir documentaire assez considérable, comprenant aussi bien des textes que des images et des sons, qu'il s'agit bien sûr de miniaturiser sous forme de microfilms et de bandes magnétiques. Il imagine ensuite d'accéder à cette masse d'informations au moyen d'un écran de télévision flanqué de haut-parleurs. Tout cela en 1945 ! A partir de là, une commande simple, imagine-t-il encore, permettrait à l'utilisateur de construire ses propres relations indépendamment de toute classification hiérarchique imposée aux documents. Et une fois un type de cheminement établi, chaque fois qu'un item serait visualisé, tous ceux pouvant lui être reliés, pourraient être obtenus et rappelés par simple appui d'un bouton. Ainsi, aurait-on de multiples pistes ou parcours possibles dans les foisonnements multiformes de la connaissance... C'est là, nous précise P. Lévy, en quelque sorte l'anticipation

de l'hypertexte, et sans doute en rêvons-nous tous au moins sur le plan de la liberté offerte à l'utilisateur ; ce qui n'est guère le cas encore des logiciels existants...

Ce rêve précurseur n'est donc toujours pas réalisé bien qu'il existe déjà dans le monde, nombre d'hypertextes sous la forme générale de banques de données et ce depuis les années soixante-dix. C'est d'ailleurs à cette époque que T. Newton a inventé ce terme d'hypertexte pour signifier l'idée d'écriture/lecture non linéaire sur un système informatique, idée associée au projet — qui est de ces rêves toujours réurgents —, d'un immense réseau accessible en temps réel et contenant tous les produits littéraires et scientifiques du monde, que des millions de personnes pourraient alors utiliser pour consulter, communiquer, interagir entre-elles. Rêve *quasi* impossible car nous ne savons d'une part, toujours pas programmer des bases de données d'un tel ordre de grandeur ni construire les algorithmes aptes à les gérer, et d'autre part, nous n'imaginons guère comment de telles masses de données pourraient constituer, comme cela se fait sur CD-ROM (disque compact numérisé) des éditions d'ouvrages encyclopédiques et/ou certains logiciels d'aide au travail collectif.

Ces limitations actuelles ne mettent cependant pas en cause l'idée d'hypertexte et d'interfaces multi-médias, laquelle remonte à bien avant l'apparition des techniques informatiques modernes. On peut dire même, comme le fait remarquer P. Lévy, que l'invention de l'imprimerie traduit à sa manière ce projet, avec tout ce qu'elle a permis et entraîné : découverte et diffusion de multiples rapports au texte, constitution de bibliothèques puis de journaux, indexations de toutes sortes, catalogues, fichiers, etc. Tout cela peut même « se survoler » aisément au gré de qui consulte et selon ses besoins.

Ce que l'écran informatique va alors apporter de supplémentaire et nouveau, c'est bien la construction d'une sorte de « niche écologique » offrant à l'utilisateur à la fois, un écran bien sûr et donc divers types de représentations (figurée, diagrammatique, iconique, etc.), ces « menus » spécifiant des opérations et des manipulations, une « souris » permettant directement la commande sensori-motrice voire intuitive. La « trouvaille » d'Apple dans les années soixante-dix par S. Jobs et S. Wozniac illustre mieux que bien d'autres dispositifs informatiques, ce nouveau mode d'approche des contenus et ce projet de situation interactive avec la machine. La « révolution » de MacIntosh — depuis largement copiée — fut ainsi d'offrir pour la première fois cette possibilité de se « promener » sur écran grâce à la « souris » et de visualiser sous forme d'icônes une foule de documents, de textes et d'opérations abstraites — toute une série de traits d'interface se renvoyant les uns aux autres : textes et images interreliés effectivement à la manière d'un hypertexte, « se communiquant » de façon interne aussi bien qu'avec l'extérieur, autrement dit, renvoyant à de multiples réseaux cognitifs, pratiques et socio-techniques. Le succès ne fut d'ailleurs consacré que lorsqu'apparurent à des prix abordables, les imprimantes à laser, ouvrant à la machine la gamme sans cesse croissante des publications assistées par ordinateur, et reconfigurant de la sorte la connexion entre documents et produits.

Une conséquence non négligeable en est cette émergence aujourd'hui d'une « informatique », sans informations « propriétaires » et « spécialistes » comme autrefois, mais ouverte à

tous niveaux d'utilisateurs, jouant d'une certaine façon, le rôle de *technologie intellectuelle* et requérant de plus en plus la présence d'*ingénieurs de la connaissance* (linguistes, logiciens, sémanticiens) au lieu et place des programmeurs d'antan. De la sorte, et en dépit de tous les slogans répandus, nous prédisant une « intelligence » voire une « société » définitivement « automatisée », c'est bien l'intervention humaine qu'en vérité requièrent de plus en plus ces nouveaux dispositifs. En témoignent divers projets, çà et là en développement, tels : 1) le « collecticiel » *Gibis* (*Graphical Issue Based Information System*) conçu en 1988 par M. Begeman et J. Conklin (Austin, Texas) et qui fonctionne comme « réseau d'aide à la discussion rationnelle » dans la mesure où il permet de trier, gérer, indexer quantité de documents par exemple administratifs ou politiques, mettant en interface de coopération des fonctionnaires concernés ; 2) un autre collecticiel, imaginé par T. Winograd et F. Florès en 1986, et qui permet au dirigeant d'une entreprise — celle-ci étant considérée sous sa dimension pragmatique de *réseau de conversations* — de coordonner son action par la connaissance des groupes humains en jeu ; 3) *Euclid*, qui est un logiciel d'hypertexte, mis au point en 1990 par Smolensky et son équipe (Université du Colorado), adapté à la rédaction et à la consultation des discours raisonnés, et qui présente chaque « argument » comme un réseau de *propositions* étayées par des entités (preuves, analogies, etc.), lesquelles sont elles-mêmes des arguments jusqu'à parvenir aux hypothèses ou aux faits ultimes ; 4) enfin le « collecticiel » élaboré par D. Engelbart au Stanford Research Institute, et qui est aussi un logiciel d'aide à l'argumentation et au dialogue coopératif, contenant aussi bien des ateliers de dessin de programmation, de traitement de texte que quantité de documents et de références utiles à un groupe de travail en collaboration.

Ainsi un certain nombre d'universités américaines expérimentent des systèmes d'hypertextes en vue de fournir aux professeurs et aux étudiants la mise en commun et en partage de corpus documentaires spécifiques et pertinents. De même, comme on vient de le voir, les « collecticiels d'aide à la discussion collective » permettent à l'interlocuteur de se repérer dans la structure logique d'une discussion en cours, grâce à une représentation graphique des arguments. Les « hypertextes d'aide à l'intelligence coopérative » permettent encore la « mise en scène » du réseau des questions, des positions et des arguments dans les discours ; et cela favorise une sorte de représentation agonistique des arguments échangés en vue de la construction d'un réseau argumentaire et documentaire comme une sorte d'écriture progressive et collective, visant à approcher de la « géométrie de la communication ». Tout repose ici à chaque fois, sur la *nature des liens* établis entre arguments, entre répliques, et entre « *opérations* » du discours conçues comme des « *objets* ». Les activités de compréhension et d'indexation d'un corpus écrit ou oral, relevant classiquement de procédures d'analyticité et d'abstractisation, sont ici traduites sous forme de signes favorisant la manipulation ultérieure en vue de multiples usages et traitements ».

De quoi s'agit-il ? De s'approcher en vérité des formes les plus naturelles du rapport entre activités cognitives (« la pensée », le langage oral ou écrit, les processus de mémoire) et leurs expressions symboliques (l'écriture, le graphisme, le schéma) par la médiation naturelle des

formes et situations de communication qu'elles empruntent. *« L'idée d'hypertexte n'est au fond que celle de faciliter de façon quasi mimétique cette gestion considérable des connaissances qu'opère continûment la mémoire humaine et qui s'exprime au travers de ces trois composantes permanentes que sont dans toute société, l'échange oral, la communication-coopération en groupe, l'écriture. ».*

P. Lévy définit trois temps historiques de l'esprit humain : l'oralité primaire, l'écriture et l'informatique. Si les deux premiers ont dans les sociétés primitives ou modernes, déposé suffisamment de traces pour que l'on comprenne leur importance, il en va autrement du troisième : l'informatique serait-elle un « nouvel âge » humain ? Trop de faux prophètes médiatiques l'ont proclamé pour ne pas inciter à la prudence. En vérité, P. Lévy partage cette même prudence : il reconnaît qu'il n'existe aucune « identité stable » de l'informatique puisque les ordinateurs ne sont en aucun cas, des représentants matériels et figés d'« idées » au sens platonicien du terme ou de codes expressifs tels l'écriture ou le langage ; ils ne sont que « des réseaux d'interfaces ouverts sur des connexions nouvelles, imprévisibles, qui peuvent transformer radicalement leur signification et leur usage ». Ainsi du codage numérique qui en lui-même, est effectivement un principe d'interface et qui permet de plus en plus à l'image et au son de devenir prétextes à de nouvelles technologies intellectuelles : banques d'images ou de sons, disques optiques et interactifs, réseaux numériques.

Tous ces procédés fonctionnent comme processus de stockage sous forme de « pools » d'images, de sons et surtout de connaissances au travers de disques compacts numériques (CD-ROM) dont l'usage ne peut que se propager de façon quasi « épidémiologique » du simple fait que la capacité d'un CD-ROM est déjà actuellement celle de 600 disquettes de 800 K ou de deux cent cinquante mille pages de texte ! Tôt ou tard, la majorité des foyers seront « câblés » au réseau numérique à intégration de services (RNIS) qui se développe actuellement en France comme en Amérique du Nord, et par lui, tout abonné pourra aussi bien recevoir des centaines de chaînes de radio et télévision que transmettre des messages, des images, des textes, des programmes, des informations diverses par télécopie et en recevoir tout autant y compris sous forme d'une prise portable où qu'il soit. Cette puissance et cette facilité du « matériel » relèguent au second plan l'importance du dispositif technique et de ses contraintes et ressuscitent plus que jamais la question de la qualité de ce qui entre en interface, autrement dit de « l'humain », des produits qu'il choisit de faire transiter et des formes de communication qu'il emprunte ou promeut sous la forme de « rapports communicatifs ». D'où l'interrogation sur le type d'*écologie humaine et cognitive* ainsi suscitée.

Il s'avère effectif ainsi qu'on ne peut plus considérer « la raison, « l'intelligence » ou « le sujet » comme des sortes d'abstractions, matières à débat. Il s'agit en vérité — et pour prendre une terminologie moderne —, de structures fonctionnant en réseaux et connectivités complexes : il n'y a, pour simplifier les choses, d'intelligence qu'en regard et en interaction avec le groupe humain auquel nous appartenons et dont nous partageons la langue et par voie d'extension difficile, dans le contact avec d'autres groupes. En même temps qu'intervient

puissamment l'environnement culturel et technologique dans lequel nous sommes plongés. B. Latour (*La Science en action*, La Découverte, 1989) a ainsi montré le rôle fondamental des circonstances et des interactions sociales dans tout processus intellectuel, *a fortiori* technologique. De ce fait, « *on ne peut considérer les dispositifs techniques, dont l'informatique, autrement que comme des "acteurs" au sein d'un processus beaucoup plus global, qui est celui du social en constantes mouvance et redéfinition.* ». Et par là, « *l'écologie cognitive* » peut se définir comme étant « *l'étude des dimensions techniques et collectives de la cognition* ».

Cette étude doit porter autant sur les dimensions de propagation et d'implantation des idées et des représentations techniques que sur les consensus sociaux et les conditions institutionnelles d'acceptation ou non de ces idées et techniques. Elle doit surtout s'opérer dans la perspective d'une spécification des *processus cognitifs* que tout cela sous-tend ou génère dans le rapport intriqué entre cognition et société.

Au plan, tout d'abord, de l'analyse des modes de propagation des technologies intellectuelles, la métaphore suggérée par Dan Sperber — et qui est celle d'une *épidémiologie* des représentations — peut s'avérer féconde. On observe en effet que : 1) l'apparition de technologies intellectuelles telles l'écriture ou l'informatique modifie radicalement le milieu où se propagent les représentations au sens d'une « sélection naturelle » — certaines représentations sont conservées et connaissent une plus grande diffusion ; ce qui ne pouvait être le cas auparavant — ; 2) de nouveaux traitements de l'information se révèlent possibles et génèrent donc de nouveaux types de représentations. « *Toute culture pourrait alors se caractériser par le mode de gestion sociale des connaissances qu'elle applique à ces idées et représentations participant de sa pensée collective* » (cf. D. Sperber : « *Anthropology and Psychology : towards an Epidemiology of Representations* », *Man*, 1989, 20, 73-89).

Cette idée d'un fonctionnement cognitif collectif, aussi bien G. Bateson (*Vers une écologie de l'esprit*. Paris : Le Seuil, 1984) que Mary Douglas (*Ainsi pensent les institutions*. Paris : Usher, 1989) l'ont approfondie par l'analyse des institutions et entités sociales, telle la famille pour le premier ou les déterminants sociaux et institutionnels de la mémoire collective pour la seconde. De ce dernier point de vue, il est intéressant d'observer la façon dont une communauté scientifique peut fonctionner sur le mode compétitif sous prétexte de valoriser la découverte. Une telle situation est abondamment productrice d'échecs et d'oublis. Un chercheur qui reprendrait le travail d'un prédécesseur s'exposerait à jamais à faire ignorer son propre nom. Et peu s'engagent dans cette voie périlleuse. Néanmoins, on fait recours abondamment à des grands noms du passé. En résumé, le type de mémoire établie au sein de la communauté des scientifiques va dépendre étroitement des formes de régulation imposées sur et par ses propres fonctionnements.

Toute institution s'avère de la sorte fonctionner comme « technologie intellectuelle » et réciproquement toute activité cognitive s'avère tributaire de processus sociaux qui viennent à la susciter, la fonder voire la légitimer. Ainsi, nous dit P. Lévy : « *Le social pense dans les activités cognitives des sujets. Mais inversement les individus contribuent à la construction et à la*

reconstruction permanentes des machines pensantes que sont les institutions, si bien que toute structure sociale ne se maintient ou ne se transforme que par l'interaction intelligente de personnes singulières. »

Ces « collectifs cognitifs » qui s'auto-organisent, se stabilisent ou se transforment ne sont pas seulement tributaires des humains qui les composent : les techniques agissent directement sur l'écologie cognitive soit en motivant et fondant des agencements entre groupes, soit de façon « indirecte » en tant que sources à chaque fois nouvelles de métaphores, d'analogies et donc de représentations. Cela se vérifie au travers de ces deux *principes d'ouverture* avancés à leur propos par P. Lévy : le *principe de multiplicité branchée* : 1) toute technologie intellectuelle en contient nécessairement plusieurs autres, et se constitue de la sorte comme « système » ; 2) le *principe d'interprétation* : tout acteur qui détournera ou réinterprétera les usages et possibilités d'une technologie, va de ce fait lui conférer un nouveau sens.

Dès lors, on peut comprendre et s'attacher à étudier ce rapport entre technologie intellectuelle et rationalité ou mémoire et surtout cognition. Du côté de la « rationalité », cela explique que dans le quotidien, loin d'utiliser ces processus de contrôle séquentiels et analytiques — dits « logiques », que pourtant nous connaissons —, nous choisissons le plus souvent, et par *économie cognitive*, d'avoir recours à des *schémas* d'associations préétablies que nous avons en mémoire comme des sortes de fiches mentales relatives à des objets, des situations ou des concepts, et que nous relions plus ou moins entre eux au moyen d'*heuristiques* personnelles sinon toujours collectives. Les technologies intellectuelles, en stockant alors les informations non immédiatement nécessaires, peuvent ainsi faciliter en l'allégeant le travail de notre « mémoire à court terme » en même temps qu'à l'observation des processus selon lesquels nous exploitons au fur et à mesure ces données, « apprendre » ces processus et approcher ainsi d'une simulation de nos procédés d'apprentissage.

Cela signifie tenter la « réplique de la pensée » à la différence de bien des systèmes d'intelligence artificielle actuellement fondés sur la logique formelle et qui sont loin de ce fait, de « l'intelligence humaine ». Le problème alors est celui d'une articulation entre réseaux d'interfaces et système cognitif humain. Le souci de cette articulation — au sens de s'approcher au plus près de nos fonctionnements « réels » — est aujourd'hui illustré dans ces développements du paradigme *connexionniste*, lequel choisit de se référer au fonctionnement du système nerveux plutôt qu'aux règles de la logique formelle. On s'aperçoit ainsi de plus en plus que les systèmes cognitifs humains sont nécessairement *des mixtes sujet/objet*, autrement dit, fonctionnent comme des *réseaux d'interfaces composites* au sens où il n'y a jamais coupure dans le développement de nos perceptions et de nos connaissances, entre d'un côté les « objets » que nous percevons et les expériences que nous en tirons et d'un autre côté, les catégories de connaissances que nous appliquons à ces objets. Sans cesse ainsi notre système cognitif — les progrès de la neurobiologie en témoignent — se construit de cette interaction entre notre système nerveux avec son architecture propre et les dispositifs de représentation et de traitement de l'information que nous nous constituons dans l'interaction avec l'environnement,

et dont bon nombre très progressivement vont prendre forme d'automatismes — disons plutôt de schématisations — dans les conduites et les technologies intellectuelles.

Ces nouvelles représentations que nous nous faisons de notre propre cognition et de ses développements, intriquant processus empiriques et procédures de rationalisation et *vice versa*, amènent-elles à envisager « la fin de la métaphysique » ? L'interrogation ainsi amenée par P. Lévy a de quoi surprendre. Mais il arrive communément aux « essayistes » actuels de prendre pied dans le terrain de la métaphysique. A partir d'un rapide parcours des conceptions de Minsky sur « l'esprit » constitué comme « société cosmopolite — ce qui n'est après tout qu'une métaphore banale pour signifier la diversité des éléments de nos cognitions —, et de Gardner, lequel s'efforce de classer nos types d'« intelligences », mais en réalité ne fait que cataloguer des compétences et des aptitudes (dont il distingue sept espèces !) en regard de « fonctions » bien connues telles que le langage ou la musique —, P. Lévy en revient à Fodor et à sa conception « modulaire » de l'esprit, celui-ci étant vu comme constitué de « modules cognitifs encapsulés » et automatiques et donc échappant à toute « conscience ». Mais alors, s'interroge P. Lévy, « *qu'est-ce que la conscience ?* » La définissant par emprunt à la psychologie cognitive, comme « *agent responsable de l'affichage partiel de la mémoire à court terme* », et considérant que la plupart de nos processus cognitifs sont « automatiques », notre auteur en conclut que « *la majeure partie du fonctionnement de notre esprit échappe à notre contrôle volontaire* » et que l'écologie cognitive signifie effectivement « *la fin de la métaphysique* »...

L'argument-clé est alors avancé : si la conscience est « individuelle », la pensée est « collective » et cette pensée sera toujours « intériorisation des technologies intellectuelles ». Ce sont donc celles-ci qu'il faut étudier si l'on veut comprendre les « rapports d'emboîtement fractal et réciproque entre objets et sujets » nécessairement impliqués dans des multiples rapports d'interfaces... De là à considérer la culture, la société et la connaissance comme une sorte d'immense « hypertexte » généralisé, l'analogie vient tout naturellement tant l'image est souple, séduisante et conforme à l'appel final de P. Lévy pour une « techno-démocratie » puisque la technique lui paraît nous pénétrer tous y compris le politique. Faute de le comprendre, nous ne saurions trop comment gérer — ce qui est déjà le cas — toutes ces « technosciences » qui se substituent à nos consciences puisque celles-ci, selon ses propres termes précédents, ont disparu du modèle de nos cognitions... Serions-nous une fois de plus à « la recherche de notre âme » ? Ce n'est pas là le moindre des *paradoxes* infiltrant nombre de discours actuels sur les sciences cognitives... Mais le lecteur aura compris qu'il s'agit là d'un ouvrage stimulant dont nous recommandons vivement la lecture à titre salutaire vis-à-vis de l'abondance de discours technicistes sinon naïvement triomphants dans ce domaine multiforme des nouvelles technologies.

Georges Vignaux

Marc MARTIN (sous la direction de), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français 1950-1990*. Paris, Albin Michel, Coll. Bibliothèque Albin Michel des idées, 1991.

« L'histoire et la sociologie de la communication ont longtemps ignoré, dans notre pays, ceux qui écrivent dans les journaux, qui font l'information radiophonique ou télévisée, les journalistes »

C'est là le constat introductif de Marc Martin qui insiste sur la nature et la raison de ce manque. Que ce soit dû à la rareté ou à la spécificité des sources, à la *familiarité* entre clercs et journalisme (avec une prégnance particulière pour les historiens), à la part congrue faite à l'étude des classes moyennes et des couches intermédiaires d'intellectuels auxquelles on doit associer le contingent majoritaire et invisible des journalistes sans nom, réduisant d'autant la validité de constats effectués, le plus souvent, à partir d'une observation de l'élite, l'historiographie a accumulé un retard qui explique la tenue du colloque Nanterrois d'octobre 1988 et qui justifie la publication de ses actes.

Malgré ce regret préliminaire, l'ouvrage entreprend, par une approche pluridisciplinaire réunissant les *corps concernés* : universitaires, journalistes et universitaires-journalistes, de répondre à la question du journalisme français depuis 1950. Sans doute ne pouvait-on, ne peut-on aujourd'hui encore, formuler de réponse définitive, ni même entreprendre une histoire exhaustive en raison de l'état des recherches tant dans le domaine monographique et biographique que dans celui de l'histoire politique et sociale des médias. La gageure était donc de faire — et de proposer — un tour d'horizon au travers des thèmes majeurs présidant les investigations actuelles sous le tronc commun d'une histoire-sociologique ou d'une sociologie-historique du journalisme et des journalistes de presse écrite et audiovisuelle. Démarche qui impliquait l'association de diverses spécialités, la rencontre sur le même terrain du cousinage sociologie/histoire, mais encore de spécialistes du journalisme, de la communication, voire de témoins. On ne s'étonnera donc pas, qu'à terme, ce métissage et cette approche circulaire donnent un ouvrage qui dépasse largement le cadre historique pour faire un état des lieux en devenir.

Si cette hétérogénéité — due aux contraintes inhérentes à l'exercice — surprend de prime abord, il est aisé de lire la préoccupation commune aux intervenants : étudier les bouleversements de la profession journalistique sous toutes ses formes, décrire leurs implications immédiates ou postérieures et particulièrement le poids de la concurrence entre médias ; observer l'évolution des comportements, celle du cadre professionnel, évaluer le niveau de légitimité du discours journalistique, des journalistes eux-mêmes, enfin, regarder le journaliste dans ou face à la sphère intellectuelle et politique.

Dès la Libération, et plus encore durant les décennies suivantes, la profession de journaliste et le milieu journalistique ont connu une évolution marquante liée à l'explosion quantitative des effectifs. Qu'il s'agisse de la féminisation, de l'ouverture de la profession à de nouvelles catégories sociales, de son rajeunissement, le constat qui s'impose est donc celui d'une mutation

sociologique dont découlent de nouveaux comportements professionnels. C'est dans le fil de cette recomposition que l'on doit placer l'échec des sociétés de rédacteurs, comme la « gauchisation » progressive des rédactions. Mais cette évolution générale n'élude pas l'étude historique des particularismes propres à la presse écrite ou audiovisuelle et à la concurrence qui les oppose. Sur ce point l'ouvrage permet, malgré une approche non linéaire, de faire une lecture, un survol de cette double question.

Pour expliquer le marasme endémique de la presse écrite française depuis la Libération Pierre Albert parle d'une *maladie de langueur*, maladie qui est d'abord celle de la presse quotidienne. Ici, la faiblesse n'est pas seulement due à des causes politiques et économiques, mais au recul d'une presse dynamique alliant prise de position et investigation, refusant de gérer quotidiennement un journalisme à la vue courte. Déformation accentuée par une soumission croissante à l'inflation d'informations institutionnelles (émanant des organismes publics comme de la société civile) qui submergent des journalistes déjà pressés de répondre aux besoins d'un public dont on connaît de mieux en mieux les attentes et les aspirations. Ce recul de la fonction investigatrice, de celle d'invective, propres à la Troisième et à la Quatrième République, intensifié par la concurrence avec le journalisme audiovisuel, détermine sans doute le recours de plus en plus fréquent au simple mode récitatif, nul n'en doute. Encore qu'il faille nuancer le poids de cette « lutte » qui n'a pas eu les conséquences qu'on imaginait à l'époque. Cela dit, comme le montre Michel Truffet, la presse écrite se laisse enfermer dans une logique qui réduit de plus en plus le fond du message pour s'attacher à son impact. Ce qu'il nomme la *rhétorique de la désinvolture* constitue donc la manifestation visible d'une logique de la communication (accentuée par la concurrence entre médias) sur laquelle insiste l'ensemble des intervenants.

De son côté, la presse audiovisuelle connaît des transformations importantes sur fond de dynamisme puisque les années soixante marquent l'explosion du journalisme audiovisuel. En dépit d'une omniprésence de la censure et du politique, les données propres au journalisme de télévision professionnel naissant se précisent (Jérôme Bourdon), rythmées par l'apparition de nouvelles pratiques. Le reportage sur le terrain, aidé par l'innovation technique (le magnétophone portable) et l'enquête, constituent un genre privilégié, d'abord à la radio (et particulièrement à *Paris-Inter* comme le montre Nathalie Carré de Malberg), puis à la télévision (*Cinq Colonnes à la Une*) et à partir de 1966, le débat contradictoire vient compléter la panoplie du journaliste de télévision. Mais, dans les années soixante-dix, la tendance à l'analyse et à l'examen prend le pas sur l'enquête (sur quoi insiste Francis James) et l'on progresse insensiblement vers un vedettariat journalistique qui pose la question de la nature du journalisme audiovisuel à l'aube des années quatre-vingt-dix.

Malgré tout, la presse écrite reste une référence grâce au dynamisme des hebdomadaires, des périodiques et de l'ensemble des presses spécialisées, comme en témoignent les stratégies des journalistes multimédias présentées par André-Jean Tudesq. Au journalisme écrit, lieu le plus stable, reste le rôle de légitimité interne à la profession. A la radio et la télévision échoit celui de faire naître, puis de confirmer la notoriété.

Cette mutation des comportements et du fonctionnement journalistique, déterminée par l'évolution historique, pose alors la question de la nature du métier et du rôle de journaliste : informateur ou communicateur ?

C'est à cette question qu'Yves Lavoinne tente de répondre en s'interrogeant sur l'évolution du rôle imparti au journalisme et aux journalistes. Pour lui, le modèle des années quatre-vingts, lié au recule de la presse d'opinion, est celui du *communicateur, figure éminente de la post-modernité* dont l'objectif principal est de présenter les nouvelles dans une forme attrayante et facilement accessible, cédant alors à l'impérialisme du mode publicitaire. Et Cécile Méadel confirme, en étudiant la construction du journal parlé (RTL), cette entrée dans l'âge de la communication marquée par la promotion d'un présentateur-vedette, qui met l'information en scène à des fins didactiques. On retrouve donc dans la démarche du journaliste audiovisuel les tendances décrites par Michel Truffet pour la presse écrite.

Cette irruption de la communication, même si elle est constitutive du « nouveau journalisme », porte en elle une des principales raisons de la délégitimisation du monde journalistique. Sur ce point, la lecture suivie des différentes communications donne une série d'éléments disparates qui sont autant de points d'appui pour étudier la nature et les raisons de cette perte de confiance.

Cette mise en cause, traduite par les sondages d'opinion, montre que le public adopte une attitude de plus en plus méfiante vis-à-vis de l'information qu'on lui propose, témoignant ainsi d'une véritable perte de crédibilité de la presse en général. A cette défiance correspondent plusieurs facteurs de nature différente. La première de ces causes est sans doute le recul du journalisme d'opinion que l'on observait plus haut. Or, l'effet de ce reflux est accentué par l'absence, de plus en plus fréquente, d'une information originale étouffée à la fois par l'omniprésence des sources institutionnelles et par la disparition relative du journalisme de reportage. Enfin, à l'instar de Dominique Wolton, il faut mentionner la relation équivoque qu'entretiennent les journalistes avec les sondages d'opinion : parce qu'ils constituent un support très médiatique, ils sont à même de reléguer le journaliste dans une position d'intermédiaire qui amputerait d'autant les fonctions de guide ou de représentant de l'opinion qui étaient, historiquement, les siennes.

Ainsi, les médias souffrent-ils de l'intervention grandissante de l'opinion publique et du monde politique dans ce qui était leur monopole. Même si le journalisme reste le canal essentiel de la communication, à terme, l'autonomie du journaliste est en jeu et sa marge de manœuvre réduite par un fonctionnement qui peut le confiner au simple partenariat à l'heure où l'opinion publique et les politiques aspirent de plus en plus à devenir des acteurs directs de la communication.

En vérité, un des seuls recours du journaliste semble être de se réfugier dans la spécialisation ou de faire appel à des scientifiques — dignes de confiance — afin de recouvrir une part de sa légitimité. Sur ce point, l'intervention de Jean-Pierre Rioux qui étudie la nature, bien spécifique, de la relation histoire-journalisme, permet de comprendre certains des mécanismes régissant les relations entre les scientifiques et la presse.

L'ultime objet d'étude que proposent les auteurs : le rapport au politique, qui est une donnée sous-jacente à toutes les problématiques abordées, évolue parallèlement aux mutations qui sont décrites par ailleurs. Là aussi, la stratégie de communication et la relation avec le monde politique déterminent le sens des comportements.

La question de l'indépendance journalistique s'est d'abord manifestée par la revendication d'un pouvoir dans l'entreprise de presse. La création de sociétés de rédacteurs (entre 1965 et 1975) dont l'objectif était de permettre aux journalistes de peser sur la ligne éditoriale, et surtout sur la direction de l'entreprise s'est avéré être un échec patent. Si l'on s'en tient à l'analyse de Marc Martin et au témoignage d'Annie Kriegel, c'est l'affirmation d'un individualisme de plus en plus prononcé qui a sonné le glas de cet échec.

D'un autre côté, le problème de la relation avec le pouvoir et, d'une manière plus générale, avec le monde politique occupe le devant de la scène. Ceci est particulièrement vrai pour le domaine audiovisuel où la situation de monopole a permis l'intervention directe de l'exécutif sur l'information, plaçant ainsi les journalistes dans une situation de dépendance (comme en témoignent les « traditionnelles » charrettes de licenciement et les mises au placard). Si la période gaullienne constitue le point d'orgue de cette dépendance, des évolutions par à-coups sont notables. Isabelle Veyrat-Masson montre comment l'expérience Desgraupes (1969-72) a été la première étape vers un désengagement de l'Etat, parenthèse vite refermée en raison du conservatisme des mentalités des politiques, du public, mais aussi des professionnels qui ont pu se laisser eux-mêmes enfermer dans le mécanisme de l'autocensure comme en témoignent l'enquête de Rémy Rieffel et l'intervention de Pierre Barral. Autant de remarques qui prennent une nouvelle valeur à la lecture de Rémy Rieffel qui montre, avec une grande netteté, comment l'imbrication socio-culturelle des deux groupes d'acteurs peut mener à une confusion dans laquelle, encore une fois, le journaliste met en jeu sa légitimité et la revendication de son indépendance, (cette fois-ci aussi bien dans la presse écrite que dans la presse audiovisuelle). Ainsi l'autonomie du journaliste risque toujours de se diluer dans le développement d'une sociabilité commune dont Marc Martin prédit, qu'à terme, elle risque de mener à la tutelle du politique sur le journalisme.

Ni un colloque, ni ses actes publiés n'ont la prétention de présenter un travail fini et, en l'occurrence, les qualités des intervenants rendaient plus difficile encore l'uniformisation des démarches et des objectifs. *Histoire et médias* est un sujet trop vaste pour être abordé rapidement et tous en conviennent. Mais le métissage qui s'en suit, susceptible de heurter la lecture, est finalement très enrichissant malgré son aspect protéiforme. La mise en exergue, par le contenu même des communications, d'une triple thématique, permet de rappeler les évolutions majeures d'une histoire qui reste en chantier mais qui trace ici des voies de passage édifiantes.

Agnès Chauveau,
Philippe Tétart

Maurice MOURIER (sous la direction de), *Comment vivre avec l'image ?*. Paris, P.U.F, (coll. Nouvelle Encyclopédie Diderot), 1989.

S'il fallait traduire brièvement ce que l'on éprouve à la lecture de ce livre, le terme le plus approprié serait le mot « surprise ».

De nombreuses analyses ont été consacrées à l'image au cours des récentes décennies. Rappelons seulement : les réflexions philosophiques de Sartre et de Ellul ; les commentaires de Malraux, Panofsky ou Gombrich sur la peinture ; les analyses de Bazin, de Morin et de Metz sur le cinéma, de Bourdieu et de Barthes sur la photographie, de Péninou sur la publicité ; les études sociologiques de Fulchignoni et de Souchon, etc. Rien de tout cela n'apparaît ici. Et les noms cités sont plutôt : Bachelard, Changeux, Deleuze, Lacan...

Chaque volume de la « *Nouvelle Encyclopédie Diderot* », comme le rappelle la couverture, est « *conçu comme un ouvrage de référence et regroupe les points de vue actuellement les plus significatifs sur une question donnée* ». On aurait donc attendu un livre présentant un tableau d'ensemble, un large inventaire, un bilan critique des recherches actuelles dans le domaine de l'image.

Le parti pris adopté ici est tout autre. Les auteurs de ce recueil ont d'emblée renoncé à un panorama exhaustif de ce qui a été dit et de ce que l'on sait sur l'image : « *Il ne s'agissait pas du tout, dans l'esprit de l'auteur de la question initiale, de rassembler des textes savants faisant le point sur tel ou tel secteur "pointu" des études sur l'image* » (p. 8). Ils ont au contraire délibérément accumulé les réflexions « *les plus hétéroclites, parfois les plus hétérodoxes* », pour aboutir à « *un ensemble fort consciemment conçu comme éclaté et lacunaire* » (p. 10).

Maurice Mourier justifie ce choix par le caractère « *équivoque et scabreux* », « *confus et disparate* », « *élusif et volatil* » (p. 5 à 10) du concept d'image. Contrairement à ce qu'il souhaite, il ne semble pas que la méthode adoptée ait permis de « *dépasser la disparate effective de la notion d'image* » (p. 7). Laissant libre cours à l'effusion des subjectivités et aux fantaisies individuelles, elle nous installe au contraire au cœur de la confusion.

Cette volonté de surprendre aboutit à une diversité étonnante des sujets traités : on passe des souvenirs d'enfance à la symbolique islamique, de l'analyse des textes littéraires à la théorie physique, de la poésie surréaliste à l'informatisation de l'écriture japonaise. Parmi tous les textes proposés dans ce recueil, celui de Raymond Bellour (sur l'image électronique) est à peu près le seul que l'on pouvait s'attendre à trouver dans un livre consacré à l'image.

Le même parti pris d'originalité conduit plusieurs des auteurs à prendre résolument le contre-pied des idées communément admises. Marie-Claire Ropars-Wuilleumier déclare ainsi que le plaisir procuré par un film naît plus du son que de l'image (p. 255). Marc Le Bot estime que « *les techniques très récentes de l'image — vidéo, laser, ordinateur — n'ont pas provoqué d'innovations formelles dans le domaine de la pensée visuelle* » (p. 300). Et Pierre Schaeffer affirme la supériorité du téléphone sur les mass-media : « *Le téléphone, même infirme, est supérieur moralement et esthétiquement à toute diffusion de masse, même à trois dimensions* » (p. 319).

A la limite, ce souci d'originalité conduit à des formules aussi précieuses qu'obscures : « *Voix blanches où se retirent les mots, répliques d'échos qui multiplient les sons, cette montée du ton dans l'image agrandit moins l'espace qu'elle ne menace de l'abolir lorsqu'elle se soustrait à la vision* » (p. 256). « *Le travail de l'art : travail d'exaltation du réel de langage qui, seul, exalte dans son imminence la présence insensée du réel hors la langue, qui s'effraie et qui s'émerveille qu'un réel soit au lieu qu'il pourrait n'être pas* » (p. 306).

Soyons juste : le *brain storming* auquel nous assistons à cette lecture n'est pas toujours décevant, et il arrive qu'au détour d'une page surgisse une idée féconde. La comparaison du téléspectateur avec un nourrisson, présentée à la fois par Paul Thibaud (p. 44) et par Pierre Schaeffer (p. 44 et 323) est ingénieuse et suggestive. Roger Dadoun précise de façon éclairante la position de l'image face aux choses et aux pulsions (p. 54). L'exploration du passé par le rêve éveillé, brièvement évoquée par Marcel Locquin (p. 332), suscite la curiosité. Et l'on portera surtout un vif intérêt à l'exposé de la symbolique islamique par Ala Wess.

Il reste à rêver à ce qu'aurait pu être ce livre, s'il s'était appliqué à bien distinguer l'image réelle (telle que la photographie) et l'image mentale ; à les situer l'une et l'autre par rapport à la réalité représentée ; à étudier le glissement d'une relation directe (la vision) à une relation indirecte (l'image mémorielle ou le rêve), puis à une relation médiée (la représentation iconique). S'il s'était ensuite efforcé de passer de l'expérience individuelle au fait social, en s'interrogeant, avec toutes les techniques disponibles (enquêtes qualitatives et quantitatives) sur le sens et les effets de la prolifération des images dans notre société. S'il avait en somme cherché à bien répondre à la question qu'il affiche : « *comment vivre avec l'image ?* ».

Jacques DURAND

Alain RENAUT et Lukas SOSOÉ, *Philosophie du droit*. Paris, P.U.F., 1991

Certains esprits chagrins s'en plaindront, mais il est clair que la réflexion théorique sur les questions éthiques et juridiques a désormais recouvré toute sa dignité. Il était temps de faire le point sur certaines des questions proprement philosophiques que pose l'existence même du droit au sein de nos sociétés démocratiques modernes et « laïques ». L'effondrement des systèmes communistes montre à l'envi qu'il n'est pas de société stable sans régulation juridique des comportements individuels, y compris ceux des agents de l'Etat.

Le projet d'A. Renaut et L. Sosoé s'inscrit toutefois dans une perspective critique plus précise : il s'agit d'abord de répondre à tous ceux qui, en France, prétendent « démystifier » l'activité juridique en dévoilant qu'elle ne serait qu'un effet de pouvoir, relevant d'intérêts bien déterminés. Les thèses « foucaldiennes » de F. Ewald mais aussi celles de P. Bourdieu, sont ainsi analysées sereinement et mises en question dès l'introduction. La perspective des auteurs est claire : il convient d'éviter toute forme d'« historicisme », à savoir en l'occurrence toute

réduction du droit qui ferait que c'est à l'histoire en dernière analyse d'en juger (p. 65). Mais la réponse à la dénonciation du droit comme idéologie ou comme stratégie de pouvoir ne saurait se faire au nom d'un retour « anti-moderne » à la tradition comme « source » légitime des normes. Au contraire, il s'agit de fournir un fondement théorique à l'idée cruciale pour la modernité de « sujet de droit », ou encore d'*autonomie*. On ne s'étonnera pas dès lors du fait que la plus grande partie de l'ouvrage soit consacrée à la description patiente et à la contestation réglée de plusieurs célèbres mises en question « anti-modernes » de la conception humaniste du droit : ainsi, les thèses de M. Villey, L. Strauss, M. Heidegger, voire H. Arendt, sans oublier Mac Intyre, sont minutieusement examinées et problématisées.

Ce détour critique passe aussi par une analyse précise d'Aristote et de la tradition scolastique. On aura noté que l'un des moindres mérites de l'ouvrage n'est pas de savoir mettre en rapport des courants de pensée que l'opinion commune répute incommensurables, à savoir en particulier les traditions allemande et « anglo-saxonne ». Cette ouverture d'esprit et cette absence de préjugés est extrêmement rafraîchissante ! Ce choix n'est d'ailleurs en rien dénué de sens philosophique, si tant est que les auteurs déclarent que l'un de leurs objectifs n'est rien moins que de « *donner des raisons de choisir* » entre « *styles* » de philosophie du droit représentés par les noms de Léo Strauss et de John Rawls (p. 90). On l'aura compris, à l'inverse d'un A. Bloom, c'est plutôt du côté de l'auteur de la *Théorie de la Justice* que se situent A. Renaut et L. Sosoé, ce qui montre combien désormais les enjeux théoriques fondamentaux sont loin de recouper l'opposition superficielle entre pensées « continentale » et anglo-américaine.

Une conception moderne du Droit mais qui ne soit ni idéaliste ni positiviste est-elle seulement possible ? Si la réduction du droit au fait qu'accomplissent les différentes variantes de l'historicisme (au sens de Strauss : ne vaudrait-il pas mieux parler d'« historisme » ?) et du positivisme juridique ne peut que mener à l'assomption du réel ou du devenir, et dès lors conduire insensiblement à ne plus être en mesure de décrire telle ou telle législation comme « injuste », faut-il en revenir à la « Nature » ou à l'autorité de la tradition ? Au contraire, estiment les auteurs, il ne peut être question d'un quelconque « retour » à la Nature hiérarchisée et finalisée des Anciens ou à la tradition « théologico-juridique ».

Il est peut-être dommage qu'ils fassent comme si l'on pouvait réduire « les Anciens » à Platon et Aristote, eux-mêmes d'ailleurs distincts, en passant sous silence la discussion sophistique de la « scission » entre la *phusis* et le *nomos*¹, l'invention athénienne de l'*isonomie*, sur laquelle insiste à juste titre Castoriadis, ou encore la cosmologie des atomistes, avec son univers infini et non hiérarchisé, dont s'inspirera d'ailleurs Galilée, sans parler du Droit Romain, sur la base duquel même un Kant ne cesse de travailler : il n'y a jamais de discontinuité totale.

Quoi qu'il en soit, depuis la « rupture galiléenne » (p. 124), il est tout simplement impossible d'espérer un quelconque retour du sens dans le cosmos, ou du moins il est illusoire de chercher à fonder des valeurs communes sur une telle conception. L'expression wébérienne de « *désenchantement du monde* » est superbe, mais elle fait à mon sens la part trop belle aux

visions du monde « pré-modernes », comme si celles-ci devaient être regrettées pour leur ineffable charme poétique; on pourrait aussi bien parler de « désensorcellement du monde ». Rien ne nous empêche par ailleurs d'admirer la beauté des mythologies et des cosmologies anciennes : leur seul tort est d'être fausses. Il n'y a pas d'âme du Monde.

Nous savons, ou nous croyons savoir, que la scission de l'être et du devoir-être est impossible à combler entièrement. La description et l'explication des faits ne permet pas à elle seule de dériver des normes impératives. Curieusement, les auteurs font comme si cette thèse nous venait seulement de Kant, alors qu'elle est explicitée chez Hume (comme du reste la critique de la preuve ontologique et de la métaphysique spéculative). Il est vrai que « cet homme perspicace », comme dira Kant, en concluait que les jugements de valeur ne pouvaient être le produit de la Raison, de la capacité à discerner le vrai et le faux. A l'inverse, pour Kant, il est un usage pratique de la Raison, qui peut nous conduire à une certitude aussi grande que les mathématiques. (Thèse dont on se demande si les auteurs continuent à se réclamer : l'apriorisme « infaillibiliste » n'est plus guère de saison). C'est, quoi qu'il en soit, dans la perspective criticiste (Kant² et Fichte) que les auteurs cherchent la voie d'un « jurnaturalisme modéré » qui soit susceptible de fonder l'idée d'autonomie dans un cadre moderne purifié. (Kant, on s'en souvient, cherchait à fonder l'idée d'*imputabilité*).

Tel est dès lors le défi qu'il convient de relever : accepter la différence *ontologique* de l'être et du devoir, qui seule nous permet d'éviter l'aplatissement historiciste, tout en évitant qu'elle « se redouble, au niveau épistémologique, d'une séparation radicale entre jugement de réalité et jugement de valeur » (p. 103), qui, en interdisant que l'on soumette le juste à la législation du vrai, conduit à la rupture « positiviste » entre faits et valeurs, les jugements concernant ces dernières ne pouvant prétendre à aucune espèce d'*objectivité*. Le passage est « fort étroit », concèdent les auteurs dans ce même paragraphe, à tous égards crucial, surtout si l'on s'interdit de faire appel à « Dame Nature » ou à « Dame Tradition » pour sortir d'un tel *predicament*, comme diraient les Anglais. On l'aura deviné, la sortie est kantienne, et aussi bien « rawlsienne », comme le montre la conclusion.

La « pragmatique transcendantale » d'Apel est regardée par les auteurs avec sympathie (p. 422 sq.), mais sa prétention fondationnelle est peu ou prou récusée : il me semble également que le fameux « *linguistic turn* » n'est pas aussi crucial qu'on a voulu le dire dans les années soixante.

Il n'est pas sûr à mon sens que la référence à un droit « naturel », fût-il « non métaphysique » et seulement régulateur (p. 409), s'impose à tous égards : le langage des règles (non arbitraires) ne suffit-il pas à penser l'universalité de la loi ? Je dis cela tout en pensant par ailleurs qu'il n'est sans doute pas possible d'accepter, de fait, la thèse (de Rousseau-Kant-Fichte-Sartre !) selon laquelle il n'y aurait pas de « nature humaine » : en tout cas, les « Droits de l'Homme » ne sont certainement pas inscrits dans cette nature. Si l'on parle d'idéal, pourquoi continuer à recourir à une prétendue « destination *naturelle* » de l'homme ? Cela dit, les arguments des auteurs sont à prendre en compte.

La conclusion nous incite à faire notre deuil de toute « philosophie spéculative » et à ne voir l'avenir de la philosophie que dans un « tournant pratique », si je puis dire. On pourrait trouver cette conclusion quelque peu excessive : la philosophie des sciences, la philosophie du langage, la philosophie de l'esprit et même la philosophie de la nature sont en bonne santé, du moins si l'on renonce à l'idée de la philosophie comme une forme de savoir absolu et certain (ce que l'on doit faire *aussi* dans le domaine pratique ; dans tous les cas, comme dirait Rousseau, nous ne pouvons qu'« hasarder quelques conjectures » : c'est aussi cela, notre « finitude »!).

La clarté du propos, l'honnêteté intellectuelle de ses auteurs lors même qu'ils restituent des pensées qu'ils cherchent à réfuter³, l'ampleur de leurs vues et la finesse de leur argumentation ne peut que susciter l'admiration. Certains juristes regretteront peut-être la *quasi* absence de références au Droit « positif », les auteurs demeurant constamment au niveau purement philosophique. Or, ce n'est pas tomber dans le positivisme juridique que de penser que « les dieux sont aussi dans la cuisine (juridique) » : il serait intéressant de mettre à l'épreuve certaines idées en allant voir du côté de la *Common Law*⁴ ou du *Code Civil*, avec ses notions de responsabilité (cf. l'admirable art. 1382), d'autonomie de la volonté ou d'indisponibilité du corps, sa théorie des conventions... Il y a place en ce lieu pour de la « philosophie appliquée ». En un sens, cette remarquable *Philosophie du Droit* est somme toute plus « spéculative » que la *Métaphysique des Mœurs* (I : *Doctrine du Droit*) kantienne. Les auteurs auraient pu intituler leur bel ouvrage « *Prolégomènes à toute Philosophie du Droit qui voudra se présenter comme absolument moderne...*⁵ »

Alain Boyer

NOTES

1. Cf. K. Popper, *The Open Society and its enemies*, R.K.P., 1944, vol. I, ch. V (la traduction française est inutilisable) ; et l'appendice du volume II, « Facts, standards and truth », où se trouve développée une approche « rationaliste critique » du problème faits/normes qui est loin d'être sans intérêt ; les allusions des auteurs à Popper se ramènent au cliché sur « Platon totalitaire » (p. 134) et à l'admission implicite de l'inadéquation caractérisation de Popper (par Habermas) comme un « positiviste » (p. 341). Là, voir, par exemple, les travaux de Hans Albert et *Moral und Politik aus der Sicht des Kritischen Rationalismus*, Rodopi, Amsterdam, 1991. Enfin, les auteurs attribuent à R.N. Smart l'idée d'« utilitarisme négatif » (p. 445), alors qu'il s'agit d'une simple Idée régulatrice proposée par Popper (« *Ne cherchez pas à faire le bonheur des gens, tâchez plutôt de diminuer leurs souffrances !* ») (*op. cit.*), et que Smart (et J. Watkins) ont discutée quelque quinze ans plus tard. Sur les rapports possibles entre Protagoras et Rawls, on me permettra de renvoyer à mon article « L'oubli de soi », in *Philosophie*, 1990, n° 28.
2. On lira avec un intérêt particulier le chapitre consacré à « Kant et le régicide ».
3. On regrettera seulement — mais ce n'est qu'un détail — que l'on parle des « ornières » de l'utilitarisme (p. 439),

alors que l'utilitarisme est par ailleurs bien présenté : Littre définit les « ornières » comme des « *habitudes, des opinions adoptées sans examen* » ; l'utilitarisme, quelles que soient ses difficultés, certes considérables, n'a rien de commun avec cela. La question que l'on doit se poser est plutôt : comment peut-on ne pas être utilitariste ? Que celui qui n'a jamais pris une décision en se demandant quelle action entraînerait globalement le plus de satisfaction ou le moins de souffrance (lui) jette la première pierre ! Après tout, l'objection fameuse de Constant (ou celle de Schopenhauer) à Kant ne montre-t-elle pas qu'il est difficile de concevoir une théorie entièrement déontologique, insouciante des conséquences de l'action en termes de souffrance ? Et Kant ne fait-il pas lui-même une obligation du soin que je dois apporter au bonheur d'autrui ? A ma connaissance, Rawls ne dit pas qu'*aucune* règle particulière ne doit être inspirée par des considérations utilitaristes : son œuvre concerne les principes de justice qui doivent gouverner les institutions de base de la société.

4. Et de ce qu'en dit quelqu'un comme Hayek, que A.R. et L.S. ne citent pas.
5. P. 456, en haut, lire « *théorie des jeux* », et p. 459, en bas, lire « *ordre lexicographique* ».

Dominique WOLTON, *Eloge du grand public. Une théorie critique de la télévision*. Paris, Flammarion, 1990.

En lisant cet avant-dernier livre de Dominique Wolton, j'ai eu l'impression d'un va-et-vient entre d'une part des accords profonds, et d'autre part des divergences, qui revenaient à un rythme régulier. Dans ce qui suit, je ne ferai que dessiner le chemin, convergeant-divergeant, que j'ai suivi à travers l'*Eloge du grand public*. Un dialogue, en quelque sorte, qui reste comme il se doit inachevé. Je me bornerai à discuter de ce qui m'est apparu comme le noyau conceptuel, l'armature théorique du livre.

Un objet non pensé

« *La télévision, ou l'envie de ne pas savoir (...) Peu d'activités aussi amplement utilisées font l'objet, depuis si longtemps, d'une telle paresse intellectuelle, d'un tel conformisme critique (...) la télévision n'est pas un objet noble. Elle reste le lieu des discours convenus, des clichés (...) Quelle autre activité culturelle et sociale mobilise autant de passions, si peu de réflexion et tant de lieux communs sur son pouvoir, son influence, la bêtise du public, la passivité du spectateur, l'aliénation de l'image ?* » (p. 11). « *Elle fait partie des réalités pour lesquelles le désir de ne pas savoir est presque proportionnel à l'importance quotidienne qu'elles revêtent* » (p. 41).

Comment ne pas me réjouir à la lecture de ces propos ! Il y a une dizaine d'années, je passais déjà des heures à travailler sur des enregistrements de journaux télévisés et d'émissions politiques, pour mériter en retour le sourire condescendant des collègues-amis, voire le sourire méprisant des collègues tout court...

Maintenant, comment expliquer ce vide de la réflexion intellectuel et de la recherche, qui a trop duré en France ? D. Wolton évoque deux types de raisons :

— « *Il est difficile à la fois de vivre, c'est-à-dire de s'adapter à un certain contexte et d'être en*

même temps suffisamment distancé pour l'analyser en permanence. La télévision entre parfaitement dans cette définition, puisqu'elle occupe une place déterminante dans la vie de chacun... Voilà pourquoi on n'a guère envie de réfléchir sur ce qu'elle est » (p. 42).

— « La seconde difficulté, essentielle, est le caractère contradictoire d'un objet dont la consommation est essentiellement privée, alors qu'elle traduit une activité collective; elle est non seulement le miroir de la société, mais elle nous oblige en plus à nous intéresser au monde extérieur. Il y a, littéralement, quelque chose d'asphyxiant dans ce contraste, et l'on comprend qu'établir une liaison entre ces deux mondes, qui ont peu en commun, soit une tâche quotidienne suffisamment complexe pour qu'on répugne, en plus, à réfléchir sur ce qu'est la télévision! » (pp. 42-43).

Plusieurs remarques me viennent à l'esprit. Tout d'abord, il semble que ce manque de réflexion soit un phénomène typiquement français ou plutôt (peut-être) européen : aux États-Unis, la recherche sur la télévision est presque aussi vieille que la télévision elle-même. Il est donc probable que les raisons de ce manque soient plus spécifiques que celles que l'auteur propose. Il n'est pas absurde de penser que la conjonction, traditionnelle en Europe dans les années 60 et 70, entre le statut de chercheur en sciences sociales et une position idéologique gauchiste-marxisante, inséparable d'une attitude de refus de la « société démocratique de masse », soit l'une des raisons possibles du long mépris entretenu vis-à-vis de la télévision.

Par ailleurs, on pense tout de suite à de nombreux autres phénomènes qui n'ont pas été négligés par les chercheurs en sciences sociales : l'interaction familiale, la conversation, l'image de soi, l'identité, les rituels quotidiens... et bien d'autres. Ces objets occupent tous « une place déterminante dans la vie de chacun », et ils ont pourtant inspiré une vaste littérature scientifique. Ils ne sont pas, il est vrai, des phénomènes médiatiques. Ce manque, ce « *désir de non savoir* », pourrait-il donc se rapporter au caractère *médiatique* de la télévision ?

C'est ici que la deuxième raison évoquée par Wolton devient pertinente : cette opposition entre la consommation *privée* et l'activité de production d'un média qui, elle, est *collective*, contraste que l'auteur qualifie d'« asphyxiant ». Mais cette opposition n'est pas propre à la télévision : elle caractérise, en vérité, tous les médias dits « grand public ». La presse écrite par exemple est, elle aussi, le produit d'une activité collective, sa consommation étant encore plus « privée » que celle de la télévision : elle s'effectue dans la solitude de la lecture individuelle, alors que la consommation de la télévision s'insère dans la socialité de la famille. Pourtant, la presse n'a pas été soumise à un « *désir de non savoir* » aussi entêté que celui décrit par l'auteur.

Je me permets donc d'avancer une hypothèse un peu différente de celle de Wolton. Le « *désir de non savoir* » à propos de la télévision serait une sorte de « syndrome » (français sans doute, peut-être européen) qui résulte des effets d'une idéologie gauchisante, qui a marqué pendant longtemps les milieux de la recherche universitaire en sciences sociales; idéologie qui s'est traduite par un refus catégorique de tout phénomène impliquant un « collectif démocratique de masse » — la télévision étant, beaucoup plus que les autres médias, la figure même d'un tel collectif; le phénomène ainsi refoulé (en l'occurrence la télévision) mettant en jeu le rapport

de l'individu-chercheur au social, rapport qui a toujours été beaucoup moins conflictuel dans les pays anglo-saxons, et en particulier aux Etats-Unis, ce qui expliquerait l'absence d'un tel rejet dans ces pays.

Cela étant dit, la situation en France a aujourd'hui changé : de plus en plus de chercheurs travaillent sur la télévision, des colloques s'organisent un peu partout, les articles se multiplient dans les revues scientifiques, des livres s'écrivent (dont celui de Wolton). Ce mouvement d'éveil date des années quatre-vingts : il coïncide, en France, avec le déclin du gauchisme marxisant au sein des institutions d'enseignement et de recherche.

Lien social et « grand public »

Le livre de Wolton est entièrement construit autour de l'opposition entre télévision généraliste et télévision thématique, cette dernière étant qualifiée de télévision *fragmentée* par l'auteur, qui ne cache pas, bien au contraire, le sens péjoratif de ce terme. La télévision généraliste, longuement pratiquée par les télévisions publiques du temps des monopoles, est celle dont la cible n'en est pas une : elle s'adresse à tout le monde, au « grand public » précisément, au plus vaste public possible. Il y a, bien entendu, un lien historique étroit entre le concept de télévision généraliste et celui de service public : le public le plus vaste de tous n'est autre, en définitive, que le collectif des citoyens. La télévision thématique (information, sports, cinéma, musique, etc.) est une télévision véritablement ciblée, qui répond à une logique de spécificité de l'offre adressée à des publics particuliers. On pourrait penser que la télévision thématique est la plus moderne, la plus à même de s'adapter à l'évolution socioculturelle de sociétés de plus en plus complexes et hétérogènes, la télévision généraliste étant alors considérée comme une survivance idéologique de l'époque de la télévision d'Etat.

Or, Wolton est un partisan farouche de la télévision généraliste. « *Au fond, ce livre est une défense et une illustration de la télévision, surtout dans sa forme généraliste que beaucoup considèrent désuète et dépassée, alors qu'elle est peut-être la plus adéquate au statut de la télévision dans l'espace élargi de la communication* » (p. 311).

Quel est le fondement de ce playdoyer en faveur de la télévision généraliste ? Aux yeux de l'auteur, ce fondement renvoie à deux problèmes intimement liés : d'une part, celui de la nature de la télévision en tant que média ; d'autre part, celui que soulève la notion même de « grand public ».

« *Qu'est-ce fondamentalement que la télévision ? Des images, et du lien social* » (p. 12). « *En quoi la télévision constitue-t-elle un lien social ? En ce que le spectateur, en regardant la télévision, s'agrège à ce public potentiellement immense et anonyme qui la regarde simultanément, et entretient, de ce fait, avec lui une sorte de lien invisible. C'est une sorte de "common knowledge", double lien et anticipation croisée. "Je regarde un programme et je sais que l'autre le regarde, qui lui-même sait que je le regarde"* » (p. 126).

On remarquera que la notion de « grand public » est ainsi contenue dans la définition même du média télévision : le lien social qu'elle active est le plus large possible. Il serait, en effet, impropre de décrire ainsi (« *public potentiellement immense et anonyme* ») l'audience d'une télévision thématique. Pas de doute donc à cet égard : pour Wolton, la « vraie » télévision est la télévision généraliste, celle qui répond exactement à la définition qu'il donne du média.

J'ai insisté depuis longtemps sur la nécessité de distinguer, lorsqu'on analyse des discours sociaux (et la télévision en est un type particulièrement central aujourd'hui), deux problématiques très différentes : celle qui concerne la *production* et celle qui touche à la *reconnaissance* (ou, si l'on préfère, la réception). On ne s'étonnera pas si je reviens ici à la charge, à propos de cette distinction, car la position de Wolton implique une façon très particulière d'articuler ces deux problématiques. De mon point de vue, l'analyse en production n'autorise pas à faire des inférences sur la réception.

La notion de « grand public » est, en effet, une notion de producteur : c'est la définition (généralement floue) de la cible des émissions localisées dans le « *prime time* » d'une chaîne généraliste. Le « *prime time* » est ce secteur de la grille de programmes où l'on peut s'adresser à une grande majorité de la population, toutes catégories socio-professionnelles et toutes tranches d'âge confondues, qui est disposée à regarder la télévision plus ou moins en famille. Jusqu'ici, la notion de « grand public » est une catégorie par laquelle le producteur désigne sa cible potentielle. Comment s'articule cette notion de producteur avec la réception ? Wolton postule que « *le téléspectateur, que chaque téléspectateur, a le sentiment de faire partie d'un tel collectif* » (« *Je regarde un programme et je sais que l'autre le regarde* », etc.). Si cela était vrai, le « grand public », catégorie-cible faisant partie du raisonnement du producteur, aurait son répondant en réception, correspondrait à un phénomène très important d'identification individuelle à un collectif, phénomène que Wolton appelle le « *lien social* » activé par la télévision.

Voici donc une hypothèse forte sur un phénomène de réception du média télévision : elle me semble une hypothèse empirique à tester sur le terrain. Je n'ai pas connaissance de travaux où ce mécanisme d'identification du téléspectateur à un « grand public », tel que Wolton le décrit, ait été, en tant que tel, mis en évidence. L'auteur ne faisant pas référence à des résultats empiriques confirmant son hypothèse, la question reste donc ouverte. Mais elle me semble une pièce essentielle de l'argumentation bâtie dans son livre. De mon point de vue, la notion de « grand public » (catégorie typique du milieu des producteurs des médias, et pas seulement de la télévision, utilisée pour qualifier un certain type de produits) ne dit rien sur ce qui se passe en reconnaissance, lors de la réception de ces produits.

Il m'est arrivé de travailler, pour le Ministère de la Culture, sur des produits télévisuels définis comme étant « grand public » : une douzaine d'émissions de vulgarisation scientifique qui avaient été diffusées, en 1982-83, aux heures de grande écoute (20 h 30), avec, pour la plupart d'entre elles, des taux d'audience considérables (Cf. E. Fouquier et E. Véron, *Les spectacles scientifiques télévisés. Figures de la production et de la réception*, Paris, La Documentation Française, 1985). Le Ministère voulait mieux comprendre les effets de ce genre

d'émissions. Or, le terrain m'a permis de constater l'existence d'au moins cinq modalités différentes d'interprétation *des mêmes émissions*, modalités associées d'une part à l'image de soi de chaque individu (par rapport à la perception du propre capital culturel), et d'autre part et surtout, associées au lien imaginaire que ces téléspectateurs entretenaient avec l'univers de la science. Chez les téléspectateurs ayant un capital culturel comparativement élevé et qui se considéraient « cultivés », il y avait à la fois une perception de ces émissions comme étant « grand public » et un rejet de toute appartenance à un tel collectif. Ils avaient regardé quelques-unes d'entre elles, mais ils ne se sentaient pas du tout inclus dans ce collectif-là. Mécanisme qui est, d'un certain point de vue, le contraire de l'activation du lien social postulée par Wolton.

Je doute donc qu'il y ait, *en réception*, quelque chose qui ressemble au « grand public ». Si cette catégorie est, comme dit l'auteur, une « *fiction nécessaire* » (tel que la notion d'opinion publique) (p. 129), je ne pense pas qu'elle le soit pour comprendre les mécanismes de *consommation* des médias. Autrement dit, il y a une production conçue au nom du « grand public », mais il n'y a pas de réception « grand public ». Wolton, d'ailleurs, le reconnaît explicitement : « *...si la télévision s'adresse au "grand public", ce sont des publics qui la regardent* » (p. 45). Mais un tel constat rend, me semble-t-il, improbable, le mécanisme d'activation d'un lien social généralisé.

Le « grand public » est, peut-être, une fiction nécessaire pour définir des *politiques* audiovisuelles : c'est bien d'une problématique qui se situe du côté de la production qu'il s'agit. La question de fond qui intéresse Wolton, comme il le souligne très clairement, est celle des stratégies de régulation entre l'offre et la demande. La télévision généraliste est, si l'on peut dire, une philosophie de l'offre, la télévision thématique étant, en revanche, une stratégie orientée vers la satisfaction fragmentée de la demande. Faire de la télévision « grand public » revient à pratiquer une stratégie de production fondée sur une certaine idée du rôle de la télévision dans la démocratie, qui se refuse à trop cibler les produits. « *La télévision généraliste, dit Wolton, est la plus démocratique parce qu'elle essaye en permanence de s'adresser à tout le monde. Cette fiction constitue une règle d'or de la communication* » (p. 184).

Stratégies de communication et collectifs d'identification

Pour justifier le bien fondé d'une stratégie « généraliste », est-il nécessaire de postuler l'activation d'un lien social générique en réception ? Je ne le pense pas. Surtout parce que ce mécanisme d'activation risque fort de n'être qu'un leurre : plus le public télévisuel est un « grand public », plus il est hétérogène, multiple, diversifié. Au sein de ce public, pas de collectif d'identification : c'est le public potentiel du « *prime time* », que les chaînes généralistes, publiques et privées, se disputent féroce, et qui est là par le truchement de la socialité familiale de début de soirée. Il est le public le plus proche, par son hétérogénéité même, du

vieux collectif des citoyens, cher au service public. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une chaîne « généraliste » ne l'est véritablement qu'au moment du « *prime time* ».

Wolton est parfaitement conscient de cette difficulté, mais il s'efforce cependant de retrouver un mécanisme identitaire en réception : « *Après tout, le seul spectacle "grand public" d'un pays, c'est la télévision, et il est en même temps une des formes subtiles de cette solidarité diaphane qui s'instaure entre des individus que tout sépare, sauf qu'ils ont vu en même temps, pour des raisons différentes et de manière différente, des images qu'ils ont accepté de regarder, créant ainsi une communication sans doute un peu étrange, mais probablement typique de notre société "individualiste de masse"* » (p. 130).

Le collectif des citoyens est un collectif construit par les mécanismes du système politique : les processus électoraux, et le vote, fixé à une date précise. Ce sont ces mécanismes qui soutiennent *formellement* un tel collectif, et *ils ne sont pas des mécanismes de communication*. Les récents taux d'abstention montrent bien qu'il peut y avoir une grande distance entre le collectif formel défini par les opérations institutionnelles, et une *communauté politique* liée par des phénomènes identitaires.

Le problème de fond me semble donc être celui-ci : une stratégie de communication (en l'occurrence, cette façon de faire de la télévision que Wolton appelle « généraliste »), peut-elle, et dans quelles conditions, avoir des effets de sens qui sont ceux d'un sentiment d'appartenance identitaire ? De la réponse à cette question dépend que la télévision puisse être considérée aujourd'hui comme un facteur d'intégration nationale ou non. Mais la télévision « généraliste », la télévision qui définit sa cible comme étant « le grand public », recouvre-t-elle aujourd'hui une véritable *stratégie* ? A voir les modalités de remplissage du « *prime time* » ces dernières années, aussi bien de la télévision privée que des chaînes publiques, je suis particulièrement sceptique sur ce point. Car il est certain qu'il n'y a de communication efficace que lorsque celle-ci réussit à positionner le destinataire dans le cadre d'un collectif. Mais en règle générale, les communications efficaces (voir, par exemple, la publicité) sont des communications ciblées, et les collectifs qu'elles construisent, spécifiques, restreints. Or, par définition, le « grand public » n'est pas une véritable cible, dans le sens technique du terme : c'est le *refus* de cibler, avec un minimum de précision, qui caractérise la stratégie télévisuelle appelée « grand public ». L'inefficacité à éveiller un sentiment d'appartenance identitaire généralisé est, dans ces conditions, quasiment garantie. Et cette définition purement négative n'est pas un bon cadre pour la création, c'est-à-dire, pour une réflexion sur des stratégies nouvelles de construction de collectifs qui ne soient pas restrictifs comme le sont ceux de la télévision thématique.

Réussir l'effet de sens qui consiste à produire le sentiment d'appartenance à une communauté générique est l'un des problèmes de communication le plus difficile qui soit. On l'affronte souvent dans les domaines de la communication d'intérêt public, comme c'est le cas de la santé. Cette difficulté explique l'inefficacité des campagnes de prévention du Sida, par exemple, adressées à « la population hétérosexuelle » (ce qui est un collectif tout à fait comparable au « grand public » de Wolton), par comparaison avec les communications visant

les homosexuels. Si les comportements de prévention se sont développés dans ce dernier cas, c'est parce qu'il existait déjà une communauté, avec des forts mécanismes identitaires. La « communauté hétérosexuelle » est un collectif inexistant, qu'il faut construire de toutes pièces : jusqu'à maintenant, on a plutôt échoué.

Wolton insiste beaucoup sur le caractère incertain de la relation entre l'offre et la demande dans le cas de la télévision, ce qui justifie à ses yeux la pratique d'une télévision « généraliste ». Or, il me semble que ce phénomène concerne l'ensemble des marchés de la consommation (y compris les marchés des différents supports médiatiques — presse écrite, radio, télévision). La socioculture des pays dits « avancés », et par voie de conséquence, la rencontre entre l'offre et la demande, deviennent de plus en plus complexes. De par sa nature même, la logique économique, face à cette situation, amène à un repérage de plus en plus pointu des cibles. Cette tendance (contrairement à ce que semble penser Wolton) ne me paraît pas contradictoire avec une dominance de l'offre sur la demande, comme le montrent les marchés de la consommation à fort développement et fort taux d'innovation-produit (comme par exemple le marché alimentaire).

Je me sens en accord profond avec Wolton sur *les raisons* qui le poussent à faire l'éloge de la télévision généraliste. J'essaye, à ma façon, de les résumer : la tendance à un ciblage de plus en plus fin des consommateurs est un mouvement profond qui ne s'arrêtera pas, face à des sociocultures elles-mêmes de plus en plus diversifiées. Dans ces conditions, l'unification du social devient un nouveau défi, d'autant plus grave que nous assistons à l'impuissance croissante du système politique à cet égard. La conclusion paraît incontournable : les médias ont un rôle capital à jouer dans la reconstruction permanente de l'identité collective au sein du système démocratique, et ce rôle ne peut pas être défini à travers le simple fonctionnement des lois du marché médiatique.

Mais je crains que l'attitude consistant à encourager la télévision « généraliste » ne soit inopérante. Car l'éloge de celle-ci peut renforcer des vieilles pratiques de production qui, sous prétexte que l'on s'adresse au « grand public », témoignent plutôt d'un refus de réflexion sur des véritables stratégies de communication. De mon point de vue, la notion de « grand public » ne peut pas tenir lieu d'une réflexion stratégique approfondie sur la communication médiatique à vocation identitaire élargie.

Cette réflexion est-elle peut-être l'une des nouvelles missions de la télévision de service public ? Les stratégies sont à inventer. L'un des mérites du livre de Wolton est de nous inviter à nous mettre au travail.

Eliséo Véron